

CONSEIL COMMUNAL DE BRUXELLES
GEMEENTERAAD VAN BRUSSEL

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Openbare vergadering van maandag 25 maart 2013

La séance publique est ouverte à 16 heures 25 sous la présidence de M. Thielemans, Bourgmestre.

De openbare vergadering wordt geopend om 16 uur 25 onder voorzitterschap van de heer Thielemans, Burgemeester.

Excusés : MM. Close et Coomans de Brachène, échevins, Mmes Lemaitre, Milquet et Ries.

Décès d'un ancien échevin. Hommage.

M. le Bourgmestre.- Je suis au regret de vous annoncer le décès d'un ancien membre de notre Conseil communal et de notre Collège. Claude Michel, dont j'appréciais tant l'humour caustique et construit, est décédé le 23 mars, à l'âge de 72 ans. Il fut un personnage particulier de notre Conseil, dynamique et volontaire, élu une première fois aux élections communales du 10 octobre 1976 et installé le 10 janvier 1977. Il fut membre du Conseil communal de manière ininterrompue jusqu'en décembre 2006, donc pendant 30 ans. De 1985 à 1989, il fut conseiller provincial, et de 1989 à 2004, il siégea également au Conseil, actuellement Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. De 1995 à 2000, il fut échevin des finances, des propriétés communales et du parc automobile. C'était un personnage humain, ouvert, volontariste, et c'est avec émotion que je présente mes condoléances à son épouse et à ses fils Jean-Christophe, né en 1966, et Stéphane, né en 1969. Je l'ai connu à l'époque où il habitait encore au square Marguerite avant de s'installer à Laeken. Claude avait opéré des choix

philosophiques et politiques avec lesquels il restait cohérent. Je reconnais en lui des qualités morales : il a aidé à faire vivre une série d'institutions ; il voulait que la politique ait des fondements philosophiques et que la philosophie débouche sur la politique. Il y avait entre nous de la considération et une complicité dont je pense pouvoir me réclamer.

Nous avons connu des différends, mais toujours exprimés de manière digne. Claude pouvait être considéré comme un exemple de probité dans notre Conseil communal.

La parole est à M. Maingain.

M. Maingain.- Au nom du groupe FDF et de notre président, M. Olivier Maingain, je souhaiterais m'associer à l'hommage rendu à Claude Michel. J'en garde le souvenir d'un homme très attentif et très humain ; il me revient de ses proches que c'était avant tout un homme de chiffres, qui vous décortiquait un budget comme personne. Il fut d'ailleurs échevin des finances de 1994 à 2000. Il était d'une extrême correction et d'une loyauté indéfectible aux projets portés par cette majorité. Homme à l'humour irrésistible, il avait la clairvoyance de ne pas blesser et de respecter l'autre. Mais il était tenace dans ses convictions, comme l'a montré son combat dans le cadre du rapatriement des reliques du peintre David au Père Lachaise. C'était un libéral éclairé, un libre-penseur qui n'aimait guère les idées trop radicales. Il était attentif au développement économique de sa Région et de sa Ville, notamment par le biais du centre Rogier. Il avait le sens du service à sa Ville. Il nous manquera.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Ceux.

M. Ceux.- Claude Michel savait être à l'écoute, il aidait les jeunes conseillers, tous partis confondus, et défendait les intérêts de Bruxelles ; il était fort actif dans les domaines économiques, à la Ville, aux finances ou à la Régie foncière.

Son humour était légendaire : un jour, il m'avait envoyé en remerciement une bouteille de Pauillac Haut-Bages « Libéral ».

Au nom de mon groupe, à toi, à ta femme aussi enjouée que tu l'étais et à tes enfants, je présente mes sincères condoléances.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Amand.

M. Amand.- C'est avec émotion et surprise que nous avons appris le décès soudain de Claude Michel. Il fut une personnalité marquante du Conseil et du Collège de la Ville. Il a rempli ses missions avec conviction, détermination, compétence et sagesse. Au titre d'échevin des finances, il avait une remarquable vision du budget de la Ville, dont il maîtrisait parfaitement tous les aspects. Sur le plan humain, il était attachant, sérieux et cultivé, il faisait preuve de beaucoup d'humour, parfois ironique, mais toujours respectueux de ses interlocuteurs. Au nom du groupe socialiste et des anciens conseillers du PS, je présente à sa famille et à ses amis nos condoléances émues.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Lemesre.

Mme Lemesre.- Au nom du groupe MR, je remercie ceux qui, au nom de leur groupe, se sont associés à l'hommage rendu à Claude Michel, à l'homme politique, au compagnon de route, à l'ami. Ils nous ont quittés dans la nuit de samedi à dimanche, emporté par une crise cardiaque. Les plus jeunes élus ne l'ont pas connu dans cette assemblée où il siégea de 1976 à 2006. Il y occupa les fonctions de chef de groupe libéral et d'échevin des finances de 1994 à 2000.

Urbiste, juriste, libre-exaministe, il avait conservé une grande affection pour son université. Ainsi aimait-il retrouver ses anciens camarades de la Faculté de droit au cours de banquets mémorables de l'Ordre de la Balance.

Homme de communication et gestionnaire méticuleux, il assura longtemps la direction des salons d'exposition du Centre Rogier.

Jeune conseiller communal sous le mayorat de Pierre Van Halteren, il conseillait déjà l'échevin de l'Instruction publique, Edouard Klein à qui, déjà avec son sens de la formule choc, il trouva le slogan devenu célèbre : « Voyez grand, votez Klein ».

Claude Michel était friand de calembours et plus d'une fois, même en cette assemblée, il fit rire son auditoire par des jeux de mots, parfois grivois à en faire rougir les jeunes filles. Ainsi, lorsqu'il était échevin des finances, aimait-il se faire appeler « Oncle Picsou » ; et très sérieusement, il venait présenter son budget, en séance publique, en arborant la cravate décorée du célèbre personnage de Walt Disney.

Les campagnes électorales suscitaient en lui une créativité et une imagination extrêmes. Il faut dire qu'en ces temps-là, tout ou presque était permis, de la camionnette de cirque qui lançait ses ding dong « Votez sain, votez Michel » aux deux grognards qu'il fit bivouaquer un soir devant une de ses affiches pour la préserver du surcollage...

Ardemment libéral, d'un militantisme forcené, il ne comptait, en effet, pas ses efforts à chaque élection, fédérale, régionale et communale.

Comme président de l'Association libérale de la Ville de Bruxelles, il n'eut de cesse d'organiser assemblées et festivités pour stimuler l'ardeur de chacun des membres de la section. Devenu député en 1989, lors de la première élection du Parlement bruxellois, il s'investit très sérieusement, durant trois législatures, dans les questions d'urbanisme, de transport en commun et d'infrastructure, commission parlementaire dont il assura la présidence avec rigueur jusqu'en 2004.

Retiré de la politique depuis 2006, avec Pilou, son épouse, il aimait à se rendre dans sa ferme de Gesves ou sa maison des Landes. Sa disparition brutale va y laisser un vide immense.

Toutes nos pensées vont à son épouse Pilou et à ses deux fils. Au nom du groupe MR, je leur présente nos plus sincères condoléances.

(Les membres de l'assemblée se lèvent et observent une minute de silence.)

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Courtois.

M. Courtois.- Compte tenu des circonstances, je souhaite reporter à notre prochaine séance mon hommage à Mme Lemesre, qui comptera ce mois trente années de présence au sein de notre Conseil communal.

De heer De Lille.- Mijnheer de burgemeester, ik heb een korte mededeling. Ik zal vandaag, na 12 jaar lid te zijn geweest, voor de laatste keer de gemeenteraad bijwonen omdat ik mijn ontslag zal aanbieden.

Ik heb met bijzonder veel genoegen mijn engagement in deze gemeenteraad mogen beleven. Ik ben zeer blij dat ik in die periode heb mogen meewerken aan het leefbaarder maken van Brussel. De gemeenteraad van de stad Brussel is een speciale plaats. Ik denk dat er weinig plaatsen zijn die daar tegenop kunnen.

Ik ben bijzonder trots dat ik op deze speciale plaats mijn eerste politieke stappen heb mogen doen. We hebben inmiddels een groene groep die naar elkaar is toegegroeid. De dynamiek in deze groep verheugt mij. Ik weet dat ik ze met een gerust hart kan achterlaten en ze verder kan laten werken.

Ik wil alle collega's in de gemeenteraad en destijds in het College bedanken voor de fijne tijd die we hier samen hebben mogen beleven. Het wordt voor mij steeds moeilijker om mijn agenda te combineren met het werk in de gemeenteraad en ik denk dat het in die omstandigheden eerlijk is tegenover de Brusselaars dat ze vertegenwoordigd worden door iemand die meer tijd kan besteden aan deze gemeenteraad.

Het is dan ook met een gerust hart dat ik de fakkel doorgeef aan Michael François, mijn opvolger.

Mijnheer de burgemeester, als allerlaatste wens ik u nog te vragen er het goede humeur in te blijven houden. Als er in de gemeenteraad vragen worden gesteld dan is dat met de bedoeling het leven in de stad te verbeteren. Ik ben ervan overtuigd dat iedereen in deze gemeenteraad bereid is om aan hetzelfde zeel te trekken om dat doel te bereiken. Ik bedank jullie allen voor de leuke tijd die ik hier heb gehad en het ga jullie goed.

(levendig applaus).

De Burgemeester.- Ik dank u. Ik denk trouwens niet dat wij met elkaar ooit ernstige problemen hebben gehad. Er zijn weliswaar knelpunten geweest, maar we hebben

nooit in een vijandelijke sfeer gewerkt. Het spijt me u te moeten zien vertrekken, want ik heb u ondertussen goed leren kennen. Ik ken uw vorm van humor, uw manier van zijn. Ik spreek mij uiteraard niet uit over de keuze die u nu maakt want dat behoort tot uw vrijheid. We respecteren ze en wensen u veel geluk voor de toekomst. U zult in ieder geval altijd zeer welkom zijn in onze gebouwen.

Procès-verbal de la séance du 4 mars 2013

Notulen van de zitting van 4 maart 2013

M. le Bourgmestre.- Conformément à l'article 89, alinéa 2, de la nouvelle loi communale et à l'article 7 du règlement d'ordre intérieur, le projet de procès-verbal de la séance du 4 mars 2013 a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs avant ce jour.

Overeenkomstig artikel 89, alinea 2, van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 7 van het huishoudelijk reglement, werden de ontwerp-notulen van de zitting van 4 maart 2013 ter inzage van de Gemeenteraadsleden gelegd, gedurende de zeven voorbije vrije dagen.

M. le Bourgmestre.- Conformément aux dispositions des articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale, le Collège a ajouté à l'ordre du jour les points 93 à 100 repris au supplément à cet ordre du jour daté du 21 mars 2013.

Overeenkomstig de bepalingen van de artikels 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College de agenda aangevuld met de punten 93 tot 100, vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 21 maart 2013.

M. le Bourgmestre.- Vu l'urgence, le Collège propose d'ajouter à l'ordre du jour les points 88 à 92, 101 et 109 à 116 repris au supplément à cet ordre du jour, daté du 21 mars 2013.

Gelet op de dringendheid, stelt het College voor om de agenda aan te vullen met de punten 88 tot 92, 101 en 109 tot 116 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda 21 maart 2013.

- **L'urgence est admise à l'unanimité.**

Communications

M. le Bourgmestre.- J'informe les membres du Conseil du courrier de M. Lamouline, Secrétaire général, du 11/02/2013 approuvant la décision n° 3 du Conseil communal du 14/01/2013 adoptant la décision générale visée par l'article 4 de l'Ordonnance du 12/01/2006 relative à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Pris acte.

Je porte à la connaissance des membres du Conseil qu'en date du 26/02/2013, le Gouverneur a transmis officiellement à la Ville l'arrêté du 14/01/2013 du Collège juridictionnel portant validation de l'élection des membres du Conseil de police qui a eu lieu en séance du Conseil communal du 13/12/2012.

Pris acte.

Après consultation des différents chefs de groupe, il a été décidé de consacrer la séance du Conseil communal du 15 avril au débat budgétaire. Elle sera précédée de section réunies où les questions d'ordre technique pourront être posées.

Le 22 avril se tiendra un Conseil communal classique.

Questions d'actualité - Actualiteitsvragen

Mme Nagy.- Je souhaiterais intervenir sur le conflit relaté dans la presse opposant Kinopolis à la Ville.

M. Maingain.- Je souhaite me joindre à la question de Mme Milquet sur le plateau du Heysel et intervenir sur le dossier de la Mission Locale.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik wens mij aan te sluiten bij de vraag van mevrouw Debaets betreffende het pispottenfestival 2013.

De Burgemeester.- Akkoord.

M. Ceux.- Je souhaite intervenir sur l'audit de la Mission locale de Bruxelles, me joindre à la question de M. Vanden Driessche sur le Christ-Roi et à la question de M. Dhondt sur l'aménagement d'une piste cyclable sur les boulevards Poincaré et Midi.

Dossiers de M. le Bourgmestre

- Accord de la section.

Dossiers de M. l'échevin Courtois

- Accord de la section.

Dossiers de Mme l'échevine Hariche

- Accord de la section.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Temmerman.

Mme Temmerman.- Je souhaiterais intervenir sur le point 88 (construction d'une école maternelle et d'une salle de sports sur le site des Croix de Feu).

Notre groupe ne souhaite aucunement retarder le lancement de l'appel d'offres pour ce projet, mais nous aimerions que dans les futurs cahiers des charges relatifs aux

constructions d'écoles, une attention plus particulière soit accordée aux aspects de santé, dont l'émission de substances nocives dans les locaux. Cela vaut également pour le point 92. En effet, aucun seuil n'est fixé, alors que l'OMS a formulé des recommandations à ce sujet pour les composants organiques volatiles dangereux pour la santé. Par ailleurs, l'OMS distingue des seuils pour les adultes et pour les enfants. Or je ne retrouve aucun élément de ce genre dans le cahier des charges. Je suggère donc de développer davantage ce volet dans les futurs cahiers des charges relatifs aux écoles.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Jellab.

Mme Jellab.- Je souhaiterais intervenir sur les points 88 et 92.

Pourriez-vous me préciser le mode de financement de ces deux chantiers ?

Quand débiteront-ils et quand les places seront-elles ouvertes ?

Mme Hariche, échevine.- Le cahier des charges relevant du département de l'urbanisme, je lui transmettrai vos remarques. Bien entendu, nous nous efforçons de tenir compte des recommandations de l'OMS.

L'école sise rue des Horticulteurs est financée conjointement par la Fédération Wallonie-Bruxelles (7,3 millions €) et la Région bruxelloise (8,2 millions). La fin du chantier est prévue pour juin 2017, avec une ouverture en septembre 2017.

Pour le site Croix de Feu, il s'agit d'un cofinancement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (9,045 millions €) et de la Ville de Bruxelles. La fin du chantier est également prévue pour juin 2017, avec une ouverture en septembre 2017.

Dossiers de Mme l'échevine Lalieux

- Accord de la section

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik heb een vraag, niet over de opportuniteit van de toelagen, maar over de manier waarop ze worden toegekend. Daarom heb ik de sectie van de schepen bijgewoond.

Aangezien ik daar vastgesteld heb dat de wil is vanwege haar kabinet om maatregelen te nemen om zowel de toekenning als de follow-up van de verschillende toelagen beter te organiseren, stel ik mijn vraag hier opnieuw in de plenaire vergadering. Het gaat eigenlijk om de toepassing van de wet van 14 november 1983 betreffende controle, de toekenning en de aanwending van sommige toelagen. Ik heb daar een vraag bij. In welke mate wordt deze wet effectief nageleefd? Ze bevat immers een aantal belangrijke elementen, zowel wat betreft de transparantie van het bestuur – aan wie worden de toelagen gegeven – als de zekerheid van de gesubsidieerden die de toelagen ontvangen. Er moeten bijvoorbeeld een aantal maatregelen worden genomen betreffende de verantwoording van de verstrekking van toelagen.

In welke mate wordt er gewerkt aan een follow-up? Wordt de wet van 1983 toegepast? Wat zijn uw voorstellen om in de toekomst een betere controle uit te werken om die wet uit te kunnen voeren?

Onder punt 14 en punt 89 staan toelagen die ook vorig jaar werden toegekend.

Volgens de wet moet elke aanvrager zijn aanvraag verantwoorden en er balansrekeningen aan toevoegen. Er is een mogelijkheid tot uitzondering. Ik had graag geweten op welke wijze die uitzonderingen worden toegepast. Mijn vraag beperkt zich niet tot de culturele sector, maar op welke manier worden de toekenning en de follow-up in het College georganiseerd?

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, ik sluit mij volkomen aan bij de bezorgdheid van de heer Dhondt en ik wil tegelijkertijd zijn vraag nog een beetje uitbreiden.

Is het niet zinvol een degelijk subsidiereglement uit te werken waardoor risico's kunnen worden voorkomen op het vlak van incoherentie, gebrek aan transparantie, willekeur en politieke koehandel? Volgens mij zou een goed subsidiereglement een goede zaak zijn voor de stad.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Lalieux.

Mme Lalieux, échevine.- Monsieur Dhondt, l'administration demande les statuts, comptes et bilans des associations que nous finançons. Un nouveau dossier est toujours déposé, même s'agissant de subventions récurrentes. L'objectif est de vérifier que le projet respecte la ligne culturelle de la Ville définie en Conseil communal, et que les statuts et les comptes de l'association sont en règle. Je rappelle que c'est sur la base d'un projet que les subsides sont alloués : 80 % initialement et 20 % une fois déposés les décomptes et frais. Le quatrième projet du point 14, le Festival de guitare, est un nouveau projet. Je demande toujours l'avis de l'administration avant de prendre la décision d'allouer des subsides. Une fois cette décision prise, les associations doivent répondre au formulaire ad hoc.

Je ne suis pas en faveur d'un règlement tel que vous le proposez, car les lois qui encadrent l'octroi de subventions sont suffisantes. Les décisions d'octroi transitent par le Collège, par le Conseil et par la tutelle.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik dank mevrouw de schepen voor haar antwoord. Ze geeft me de bevestiging dat de betrokken wet volledig wordt toegepast. Ik kreeg in de sectie een ander geluid te horen, namelijk dat er ook de intentie was de follow-up nog beter te organiseren, teneinde effectief na te gaan of de bij de aanvraag van de subsidie opgegeven doelstelling wel degelijk wordt gerealiseerd en of het geld uitsluitend daarvoor wordt aangewend. Ik begrijp uit haar antwoord dit al gebeurt.

Mme Lalieux, échevine.- Le département des finances n'octroie pas les 20 % restants en l'absence de justificatifs pour les 80 % versés initialement.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, ook ik dank mevrouw de schepen voor haar antwoord. Ik denk inderdaad dat er wel voldoende wordt gecontroleerd, maar dat is nog niet noodzakelijk een garantie om het proces van toekenning te objectiveren.

Dossiers de M. l'échevin Close

- Accord de la section

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik heb een vraag betreffende punt 18 van de dossiers van schepen Close.

Ik had mijn vraag ook al voorgelegd in de sectie, maar aangezien de schepen daar niet aanwezig was, kon hij mij geen antwoord geven. Ik stel ze hier dus opnieuw.

Het voorstel dat voorligt, bestaat eruit de subsidie voor het Brussels Centrum voor Mode en Design dit jaar met 20.000 euro te verhogen. Het lijkt mij daarbij vreemd dat die subsidieverhoging betrekking heeft op het jaar 2012. Er zal zich waarschijnlijk wel een probleem hebben voorgedaan, maar vanwaar dit voorstel? In welke mate is het mogelijk om toelagen toe te kennen voor jaren die al verstreken zijn? 2012 is immers al drie maanden verstreken.

De Burgemeester.- Mijnheer Dhondt, ik kan uiteraard moeilijk antwoorden in de plaats van schepen Close, maar ik denk dat, als de toelagen voorzien zijn en als er een begin gegeven is aan de werking, een dergelijke operatie inderdaad mogelijk is.

De heer Dhondt.- Er is dan nog een tweede aspect. In de oorspronkelijke conventie stond dat de rekeningen....

De Burgemeester.- Als u dat even bekijkt, gaat het om een subsidie die al gedeeltelijk is uitbetaald in het jaar 2012 en waarvoor een aantal vereisten bestonden die maar toelaten dat de rest van de subsidie na het subsidiejaar wordt uitbetaald.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, hier gaat het toch wel degelijk om een subsidieverhoging. Oorspronkelijk bedroeg die 100.000 euro en ze is nu opgetrokken tot 120.000 euro.

De Burgemeester.- Behalve dat de verhoging in 2013 wordt uitgevoerd. Het gaat dus niet om een wijziging van het bedrag voor 2012. Het is een verhoging of een bijkomende subsidie voor 2013.

De heer Dhondt.- Voor het jaar 2012?

De Burgemeester.- Neen, voor de werking die een aanvang nam in 2012 en die wordt voortgezet.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik kan alleen maar vaststellen dat ik dat een bizarre manier van subsidiëren vind, maar tot daar. Ik zie ook niet in dat er een speciaal feit is gebeurd dat een verhoging van de toelage met 20% verantwoordt. Daar moet toch een oorzaak voor zijn.

De Burgemeester.- Het gaat om een politieke keuze. Het is altijd mogelijk dat er een bepaald bedrag voorop wordt gesteld, maar dat na verloop van tijd blijkt dat er nog meer mogelijk is dan wat oorspronkelijk was vastgelegd en dat er dan een bijkomende subsidie wordt gevraagd. Ik ga ervan uit dat dit hier het geval was. Ter verduidelijking : het gaat om een algemene werkingsubsidie.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik heb nog twee opmerkingen. Voor het jaar 2013 valt men weer terug op 100.000 euro. Waarom wordt het bedrag van 120.000 euro dan niet aangehouden? Bovendien is er een zin die, volgens de vraag die ik mevrouw Lalieux net stelde over de toepassing van de wet van 1983, verdwenen is en die oplegt dat Het Centrum voor Mode en Design ook in 2013 de rekeningen en balansen moet voorleggen. Die zin is weggevallen.

De Burgemeester.- Dat zal ook gebeuren.

De heer Dhondt.- Toch zie ik niet in waarom die zin eruit moest vallen.

De Burgemeester.- Ik kan u daar niet onmiddellijk op antwoorden, maar ik kan dat wel verifiëren. We zullen daar nog op terugkomen. We zullen aan de schepen vragen om ons een antwoord te bezorgen.

Het blijkt dat dit ook te maken heeft met de conciërge die in 2012 niet of slechts gedeeltelijk is aangesteld. Hij blijft in 2013 uiteraard in dienst.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, bedankt voor die verduidelijking. Ik heb nog een laatste vraag bij het toegevoegde punt 90 dat gaat over een mogelijke

schadevergoeding die Brussel zou moeten betalen ten gevolge van het niet betalen van btw. Ik ben daar in de sectie met de schepen niet dieper op in kunnen gaan omdat hij niet aanwezig was, maar mijn vraag is hoe groot het risico is dat die schade effectief zal moeten worden betaald. Het gaat hier om 2,1 miljoen euro, toch een niet onaardig bedrag, Wat is het risico voor de werking van de vzw Visit Brussels? Het voorstel waarover we zullen moeten stemmen, is dat er een overbruggingskrediet wordt toegekend aan vzw Visit Brussels, terwijl Visit Brussels een lening aangaat bij de bank voor een miljoen euro om dan in staat te zijn om die eventuele schadevergoeding te kunnen betalen.

Als die schadevergoeding effectief moet worden betaald, welke gevolgen zal dat hebben voor de werking van Visit Brussels? Zal men andere zaken niet meer kunnen doen?

De Burgemeester.- Ik kan u daar twee elementen van antwoord op geven.

Ten eerste, is dat risico reëel en daarom moet het gebudgetteerd worden.

Ten tweede, lopen er onderhandelingen met de btw-diensten. Onze ondervinding en de jurisprudentie leren ons dat er veel kans is dat we in het gelijk zullen worden gesteld. Daarom zijn we uiteraard bijzonder optimistisch. Daarnaast moet een administratie zoals de onze – dat gaat langzamerhand uitdoven want Visit Brussels is inmiddels een gewestelijke bevoegdheid geworden – de nodige voorzorgen nemen. Toch zijn we ervan overtuigd dat er niet zal moeten worden betaald.

Vote

M. le Président.- Nous devons à présent nous prononcer sur les point 16, 17 et 91 (mise à disposition de crédits budgétaires du budget extraordinaire 2013).

- *Il est procédé au vote nominatif.*

M. le Président.- Adoptés par 44 voix.

Dossiers de M. l'échevin Ouriaghli

- Accord de la section.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Ceux.

M. Ceux.- Je souhaiterais intervenir sur le point 92 (construction d'une école, d'une salle de sports et de 75 logements rue des Horticulteurs). Malgré l'intérêt de ce projet, notre groupe s'abstiendra sur ce point, car il s'agit d'un terrain chargé d'histoire, d'une part, et peu accessible, d'autre part. Nous regrettons que les riverains n'aient pas été consultés sur ce dossier. En outre, la viabilité du quartier risque d'être hypothéquée par la présence d'une école néerlandophone de 1.000 élèves, déjà présente sur cette zone, et d'une prochaine école européenne qui comptera 3.000 élèves. La drève Sainte-Anne est un élément problématique de ce dossier et, après quatre mois, je constate que rien n'a été fait. Ce lieu est extrêmement difficile d'accès. Nous attendrons de voir comment le Collège réglera ces questions et tiendra compte de l'avis des riverains avant de nous prononcer définitivement. Dans l'attente, nous nous abstiendrons.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Temmerman.

Mme Temmerman.- Je rejoins les inquiétudes de M. Ceux en termes d'accessibilité et de densité sur le site. La superficie affectée à l'ensemble du projet est de 12.600 m², sur un site de 3 hectares en intérieur îlot, ce qui présage d'une densité très élevée sur un site peu accessible. En l'absence de solution concrète à ces questions, nous nous abstiendrons. Mais pour marquer notre soutien au projet de construction d'école, un membre de notre groupe votera ce point 92.

Je réitère mes remarques formulées pour le point 88 en matière de respect des normes de santé.

À nouveau, le cahier des charges prévoit la réalisation d'une thermographie, mais sans en spécifier les modalités. Or, faute de conditions bien définies, une telle analyse, onéreuse, est inutile. Je demande donc que les conditions dans lesquelles cette thermographie doit être réalisée figurent clairement dans le cahier des charges.

Dossiers de Mme l'échevine Ampe

- Accord de la section

Dossiers de M. l'échevin El Ktibi

- Accord de la section

Dossiers de M. l'échevin Coomans de Brachène

- Accord de la section

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Temmerman.

Mme Temmerman.- Je souhaiterais intervenir sur le point 22 (presbytère Saint-Laurent au Heysel). La lecture du cahier des charges m'a fortement étonnée, car il me semble dater d'une époque révolue et présente des manquements manifestes.

Pour les menuiseries, il interdit l'emploi de bois exotiques, mais aucune référence n'est faite aux bois issus de forêts exploitées durablement (labels FSC et PEFC).

Pourtant, la Ville en a compris l'intérêt, car cette clause est inscrite dans les cahiers des charges des autres projets qui nous sont soumis aujourd'hui.

Le même cahier des charges prévoit des panneaux d'isolation thermique en toiture. Sont conseillés des panneaux composites avec âme en polyuréthane. Pourquoi ? Il existe des alternatives plus performantes en termes de déchets et d'impact environnemental. La solution choisie est la pire.

Pour les charpentes, le cahier des charges prescrit des peintures contenant des

hydrocarbures d'un haut niveau de toxicité pour l'être humain et, donc, pour les ouvriers qui devront les appliquer. De telles peintures devraient être interdites...

Ce cahier des charges devrait être revu pour, au moins, répondre aux ambitions de la Ville d'être une cité exemplaire en termes de durabilité.

M. le Bourgmestre.- Des questions aussi techniques devraient être posées en section, en présence des techniciens compétents. M. l'échevin vous répondra dès son retour.

Vote

M. le Bourgmestre.- Nous devons à présent nous prononcer sur l'ensemble des dossiers. Le Collège vous propose de voter oui.

- *Il est procédé au vote nominatif.*

M. le Bourgmestre.- Adoptés par 43 voix, sous réserve des observations formulées par l'opposition.

Motions - Moties

Motie van mevrouw Abbad ter bevordering van de gelijkheid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak

Mevrouw Abbad.- Mijnheer de burgemeester, naar aanleiding van de internationale vrouwendag heeft onze fractie volgende motie ingediend met betrekking tot de bevordering van de gelijkheid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak. Immers, ondanks alle bestaande richtlijnen, ordonnanties, een internationale wetgeving, enzovoort, kunnen wij niet rond een aantal pijnlijke vaststellingen heen.

Constaterende dat :

- De ongelijkheden tussen vrouwen en mannen hun oorsprong vinden in de sociale constructies die zich baseren op de vele stereotypen aanwezig in het maatschappelijke DNA van onze samenleving : gezin, opvoeding, cultuur, media, arbeidsmarkt, besluitvorming, enzovoort;

- De huidige economische en financiële crisis, die vrouwen niet hebben veroorzaakt, vooral vrouwen treft, die door de bestaande ongelijkheden in sterkere mate geconfronteerd worden met onzekere banen, ontslag en minder sociale bescherming;
- Het antwoord op de huidige financiële crisis genderblind is en daarmee vrouwen, en vaak ook hun kinderen, harder straft en dieper in de bestaansonzekerheid en armoede duwt;
- Partnergeweld, een gevolg van de ongelijkheid tussen vrouwen en mannen, in België tussen 2005 en 2011 met 38% gestegen is en gemiddeld om de drie dagen een dodelijk slachtoffer eist. Daardoor is de belangrijkste doodsoorzaak bij vrouwen geen ziekte of ongeval, maar wel geweld.

Overwegende dat

- Lokale overheden het dichtst bij de bevolking staan en hierdoor de best geplaatste interventieniveaus vormen om het voortduren en reproduceren van ongelijkheden tussen vrouwen en mannen te bestrijden en om een echte gelijkwaardige samenleving te promoten;
- De stad Brussel in 2008 het Europees Charter voor Gelijkheid van Vrouwen en Mannen ondertekend heeft;
- De stad Brussel sinds 2008 beschikt over een Adviesraad voor Gelijkheid tussen Vrouwen en Mannen;
- Het bestuursakkoord stelt de impact van alle politieke en budgettaire beslissingen op de (on)gelijkheid tussen vrouwen en mannen te willen onderzoeken.

Verzoekt onze fractie het College

- Om uitvoering te geven aan de verplichtingen van het in 2008 ondertekende Europees Charter voor Gelijkheid van Vrouwen en Mannen;

- Om, in nauw overleg met de Adviesraad voor Gelijkheid tussen Vrouwen en Mannen, een actieplan rond gelijkheid op te stellen waarin de prioriteiten, de acties en de middelen nodig voor de verwezenlijking ervan worden opgenomen;
- Om bij de uitwerking van de actieplannen de zes fundamentele principes van het charter in acht te houden, zijnde :
 1. De gelijkheid vrouw/man is een grondrecht.
 2. Om tot een gelijkheid tussen vrouwen en mannen te komen, dienen ook andere vormen van discriminaties te worden aangepakt : etnische, religieuze, sociaal-economische, enzovoort.
 3. Een evenwichtige vrouw-manverdeling in het besluitvormingsproces is noodzakelijk voor elke democratische samenleving.
 4. Stereotypen en vooroordelen over vrouwen en mannen dienen ongedaan gemaakt te worden om tot gendergelijkheid te komen.
 5. Alle activiteiten van de betrokken overheid dienen het vrouw-manperspectief in acht te nemen.
 6. De actieplannen dienen met adequate bronnen te worden opgemaakt.
- Om hierover jaarlijks, naar aanleiding van de Internationale Vrouwendag, verslag uit te brengen aan de gemeenteraad.

M. Ouriaghi, échevin.- Je remercie Mme Abbad, car elle me donne l'occasion de vous expliquer ce que la Ville réalise déjà en ce domaine.

L'égalité des chances est une compétence empreinte d'ambition et chargée de valeurs nobles. Elle tend à promouvoir et à favoriser l'émancipation de tous les individus de la société. Elle est, bien entendu, transversale et touche au quotidien d'innombrables actions publiques menées par la Ville. La cellule égalité des chances joue un rôle de coordination et de concertation avec les autres départements, car c'est bien l'ensemble du Collège qui s'efforce d'agir favorablement et efficacement sur l'égalité des chances, y compris sur l'égalité des genres.

Depuis des années, la Ville se monte volontaire, notamment sous l'impulsion de mon prédécesseur, M. El Ktibi, qu'il importe de féliciter pour l'esprit d'initiative dont il a fait preuve tout au long de la législature précédente.

Permettez-moi de mettre en exergue le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes, créé en 2007 et dont la Région a pu s'inspirer, puisque le secrétaire d'État chargé de l'égalité des chances a créé un Conseil consultatif régional il y a 10 jours. La Quinzaine de la femme a également inspiré la Région. Au cours de cette manifestation, des activités sont organisées pour sensibiliser et informer un large public.

Dans la foulée de cette dynamique positive, en février 2011, le Conseil communal de la Ville a adopté la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Depuis lors, la cellule égalité des chances, constituée de seulement deux équivalents temps plein, s'est emparée de la mise en œuvre de la Charte et de la confection d'un plan d'actions. Ce plan est en bonne voie de finalisation, mais il demande un peu plus de temps que prévu, notamment à cause de la collecte des données statistiques. Néanmoins, de nombreuses actions sont déjà ciblées et consolidées. En termes, par exemple, de participation des femmes à la vie publique, de lutte contre les stéréotypes, de sensibilisation aux discriminations multiples, de violences sexuées, de culture, sport et loisirs, ou encore de sécurité et de sûreté. En revanche, d'autres dispositions doivent encore être peaufinées. La motion que le Collège des bourgmestre et échevins vous soumet aujourd'hui vise, justement, à réaffirmer l'engagement entier de la Ville et son intention ferme de mettre en œuvre, de façon transversale, la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Un plan d'actions qui se veut évolutif vous sera soumis au plus tard pour la fin de l'année. Il comprendra la reconnaissance d'objectifs prioritaires, les actions à mener, les ressources affectées à la réalisation de ces actions et le calendrier

de leur mise en œuvre. Les six principes de la Charte et les trente articles qui les accompagnent rencontrent déjà les engagements pris dans le programme de politique générale de la majorité.

Gageons que les autres niveaux de pouvoir rempliront aussi leurs obligations et mettront en place les actions visant à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en termes de transport, d'accueil des victimes de violences, de planification urbaine ou de logement. Il serait, à cet égard, pertinent que la Région réactive sa collaboration avec les communes pour la mise en œuvre concrète de la Charte, en ce compris le groupe de travail dont la dernière rencontre remonte, malheureusement, à juin 2011.

En tout état de cause, tous les trois ans, un rapport communal sur l'égalité entre les femmes et les hommes vous sera soumis, et ce grâce à l'implication de l'ensemble des membres du Collège des bourgmestre et échevins et des différents niveaux de pouvoir de par la transversalité de la matière.

Mevrouw Abbad.- Mijnheer de burgemeester, het verheugt ons dat het College onze motie wil steunen en ze een breder draagvlak wil geven binnen de voltallige meerderheid.

Ik heb toch enkele opmerkingen betreffende de verschillen in de teksten van de motie van onze fractie en die van de meerderheid.

In de overweging in de motie van de meerderheid wordt enkel melding gemaakt van een bepaalde Richtlijn van het Europees Parlement waarbij de strijd tegen de discriminatie van vrouwen op de arbeidsmarkt wordt vermeld. Welnu, er bestaan verschillende antidiscriminatie-richtlijnen waarbij het mijn oordeel is dat, wanneer er één enkele wordt vermeld, ze allemaal moeten worden vermeld omdat vrouw zijn over alle andere discriminatiegronden heen transversaal is.

Ik geef een voorbeeld. Er zijn een aantal antidiscriminatiemaatregelen die discriminatie op basis van het zogenaamde "ras" verbieden. Een dergelijke richtlijn heeft uiteraard ook betrekking op de vrouw.

Een tweede aspect dat ik heb opgemerkt, is dat wordt voorgesteld om slechts om de drie jaar een evaluatieverslag uit te brengen aan de gemeenteraad omdat een jaarlijkse evaluatie te zwaar zou zijn. Er zou op het einde van dit jaar een actieplan worden voorgesteld. Het zou goed zijn mochten we, in het licht van die driejaarlijkse evaluatie, zo snel mogelijk een gendernota krijgen waarin het bestuur in zijn geheel de grote strategische lijnen van de doelstellingen op korte, middellange en lange termijn aan de gemeenteraad voorlegt. Op die manier kunnen wij hier over drie jaar samen met het College debatteren en nagaan welke doelstellingen zijn bereikt, welke niet of waar eventueel moet worden bijgestuurd. Anders vrees ik dat we over drie jaar gaan evalueren zonder te kunnen vergelijken met de oorspronkelijke doelstellingen. Het zou goed zijn mochten we over die nota in de gemeenteraad kunnen discussiëren zodat alle fracties hun inbreng en expertise op dat vlak zouden kunnen formuleren. Een derde belangrijk punt voor ons is dat we de bestrijding van alle andere vormen van discriminatiegronden, één van de principes die in het Europees Charter voor Gelijkheid tussen Vrouwen en Mannen, niet meer terugvinden in de motie van het College.

Ik hoor de schepen net zeggen dat er daaraan gewerkt zal worden in de Adviesraad voor Gelijkheid tussen Vrouwen en Mannen, maar ik vind dat niet terug in de tekst die hier voorligt en dat verbaast me enigszins omdat we vorige week ook de Internationale Dag tegen Racisme hebben gehad en bij die gelegenheid hebben bepaalde instanties duidelijk gewezen op deze problematiek in de huidige samenleving, een problematiek die voor de stad Brussel bijzonder relevant is. Ik heb het hier immers niet over zeg maar Bachten de Kupe, maar wel over de stad Brussel met de huidige samenstelling van de bevolking, in al haar diversiteit : etnisch, cultureel, religieus, man, vrouw, leeftijd, enzovoort. Het verbaast me dan ook dat net dat principe uit de tekst van het College is gehaald.

Zo heeft de directeur van het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding

vorige week nog verklaard dat de islamofobie in onze samenleving toeneemt en dat de discriminatie het grootst is op de arbeidsmarkt. Wij weten dat de toegang tot de arbeidsmarkt in onze samenleving erg belangrijk is om onafhankelijkheid te verkrijgen, zeker voor vrouwen. Alle vrouwenbewegingen in de wereld ijveren ervoor vrouwen aan het werk te stellen zodat ze een eigen inkomen kunnen genereren, mondiger worden, hun eigen beslissingen kunnen nemen en niet langer afhankelijk zijn van anderen. Zo moeten ze niet langer zaken slikken die ze niet willen, maar toch doen omdat ze rekening moeten houden met anderen, bijvoorbeeld met hun kinderen.

Onze fractie betreurt dat ze dat niet terugvindt in de tekst van het College. Misschien kan het er alsnog terug ingevoegd worden zodat het een aandachtspunt kan blijven. Onze fractie zal de motie van de meerderheid steunen. We willen het kind niet met het badwater weggooien. Elke stap in de richting van meer gelijkheid tussen vrouwen en mannen, is een stap in de goede richting. Toch zou het ons verheugen mochten een aantal zaken erin alsnog worden gewijzigd.

M. le Bourgmestre.- Vous aurez perçu que les préoccupations des uns et des autres sont très proches, mais qu'une volonté politique existe d'établir des distinctions.

La parole est à M. Ouriaghli.

M. Ouriaghli, échevin.- Nous nous sommes focalisés sur l'égalité des genres. Notre texte pourrait réunir bon nombre d'entre vous. C'est un pas en avant, et nous continuerons dans ce sens.

M. le Bourgmestre.- Quoi qu'il en soit, la Ville applique déjà la règle.

Vote

M. le Bourgmestre.- Nous devons à présent nous prononcer sur la proposition de motion. Le Collège vous propose de voter non.

- *Il est procédé au vote nominatif.*

M. le Bourgmestre.- Rejetée par 24 voix contre, 7 pour et 11 abstentions.

Vote

M. le Bourgmestre.- Nous devons à présent nous prononcer sur la projet de motion. Le Collège vous propose de voter oui.

- *Il est procédé au vote nominatif.*

M. De Lille.- Nous voterons en faveur de votre projet de motion, mais en déplorant que votre texte ne soit qu'une version édulcorée de notre proposition.

M. le Bourgmestre.- Adopté par 44 voix.

(M. Courtois, premier échevin, prend la présidence.)

Questions - Vragen

Mondelinge vraag van mevrouw Debaets betreffende het zwerfvuil rond het Maison Médicale in de Blaesstraat

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, sinds enkele weken kent het sluikestorten in de Blaesstraat, meer bepaald ter hoogte van het Medisch Huis ongekende pieken.

Wellicht heeft dat te maken met de ophaaldagen die veranderd zijn, maar misschien werden de bewoners onvoldoende geïnformeerd en voelen ze zich niet betrokken. Het gevolg is dat iedereen niet alleen zijn vuilniszak, maar ook groot huisvuil, meubels, enzovoort, naar eigen goeddunken op elk moment van de week deponeert voor het Medisch Huis. Dat heeft uiteraard ook het gekende aanzuigeffect tot gevolg. De betrokken bewoners hebben de jongste weken verschillende keren contact opgenomen met de diensten van de stad Brussel om deze situatie te signaleren, maar hebben telkens als antwoord gekregen dat de stad hier niets aan kan doen. Een dergelijk antwoord verbaast me toch.

Hoe wil men de bewoners van niet alleen de Marollen, maar ook daarbuiten, attent maken op het feit dat sluikestorten niet door de beugel kan? Als Brussel de bezoekers een vuile en verloederde indruk bezorgt, heeft dat vaak te maken met dat sluikestorten. Het is interessant te weten hoeveel pv's hiervoor in het afgelopen jaar werden uitgeschreven.

Welke actie zal worden ondernomen om deze acute situatie in de Blaesstaat definitief een halt toe te roepen?

De Voorzitter.- Het woord is aan mevrouw Lalieux.

Mevrouw Lalieux, schepen.- Mevrouw Debaets, u hoefde zich de laatste jaren niet frequent in de Marollenwijk te begeven om vast te stellen dat er een abnormale hoeveelheid vuil wordt opgehaald. Ik denk dat talrijke personen u kunnen bevestigen dat de inspanningen die door mijn dienst sinds de aanvang van mijn functie werden geleverd, hebben geleid tot een duidelijke afname van stort. De samenwerking die ik heb ontwikkeld met de politie, de reglementen die ik heb opgesteld om de handelaars van de rommelmarkt te dwingen om regelmatig hun afval te verwijderen, de talrijke informatieve en bekeuringsacties hebben geleid tot een duidelijke verbetering ten opzichte van de vorige jaren.

Om het sluikestorten te bestrijden, organiseer ik drie maal per jaar gratis ophaalacties voor grof huisvuil. Ik organiseer ook informatieve acties waarbij er huis aan huis flyers worden uitgedeeld.

Bovenop deze inspanningen wens ik de daders van sluikestorten nog harder te beboeten. Ik zal het College ook vragen om de heffing op sluikestorten te verhogen van 100€ per m² tot 250€ per m². De diensten voor het verwijderen van grof huisvuil zijn gratis en de stad doet immense inspanningen om de diensten te leveren. Ik kan dus niet tolereren dat de openbare ruimte bewust wordt vervuild.

In 2012 werden er 611 heffingen opgesteld tegen sluikestorters tijdens verdoken controles, georganiseerd in samenwerking tussen mijn dienst en de politie. Ik heb zeven dergelijke acties georganiseerd in de Marollenwijk dit jaar en die hebben geleid tot het opstellen van 163 heffingen tegen daders van overlast (vuilniszakken die worden geplaatst buiten de toegestane uren, enzovoort).

Sinds de hervorming van de ophaaldagen voor vuilniszakken, een beslissing van het gewestelijke Agentschap Net Brussel, stel ik effectief een forse toename van de zakken op het verkeerde moment vast. Specifieke informatieve campagnes werden en worden nog steeds gevoerd. Ik heb een pauze van tien weken ingelast tijdens dewelke er geen heffingen werden opgesteld om iedereen de mogelijkheid te bieden zich aan de nieuwe gewoontes aan te passen. Op maandag 18 maart was deze periode afgelopen en vanaf dan werden de heffingen opnieuw ingevoerd.

Je rappelle qu'en l'espèce, la Ville prend le relais de la Région. Cette dernière n'a informé qu'une fois les habitants, et l'on sait que beaucoup de problèmes se posent dans certains quartiers. C'est désormais la Ville qui distribue des dépliants en huit langues et organise des opérations par haut-parleur dans les quartiers. Mais la présence intempestive de sacs poubelles en dehors des calendriers prévus relève bien de la Région qui a décidé de cette réforme.

Dans les quartiers où les sacs bleus ou jaunes étaient sortis au mauvais moment, j'ai refusé que mes services les ramassent, car cela aurait créé un précédent. Or je rappelle que ce sont les citoyens qui paient de telles collectes. Désormais, la confrontation avec les habitants fautifs est inévitable et elle se traduira par des taxes. Déjà 30.000 taxes ont été infligées à des habitants de la Ville de Bruxelles.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een vraag ter verduidelijking. De schepen verklaarde op een bepaald moment dat de heffing op sluitstorten zou worden verhoogd. Bedoelde ze daarmee dat het bedrag van de heffing zou worden verhoogd?

Mme Lalieux, échevine.- Actuellement, la taxe s'élève à 100 €/m³ ; elle passera à 250 €/m³ lorsque le Conseil communal l'aura voté.

(M. Thielemans, bourgmestre, reprend la présidence de la séance.)

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende het opzetten van een centrale klachtendienst of ombudsdienst

De heer Van den Driessche, mijnheer de burgemeester, de jongste decennia zijn de lokale overheden sterk geëvuleerd. Vandaag wordt bijzonder veel aandacht besteed aan behoorlijk bestuur, open communicatie, participatie van de burger en kwaliteitszorg.

Meer en meer groeit het besef dat een centrale klachtenbehandeling een interessante aanvulling kan zijn op deze tendens.

Wanneer gemeenten openstaan voor klachten creëren ze immers de mogelijkheid om conflicten tussen de burger en de overheid op te lossen, waardoor het vertrouwen tussen de twee wordt hersteld of behouden.

Bovendien is het transparanter en gebruiksvriendelijker voor de burger. Vandaag weet niemand echt waar naartoe met klachten over de dienstverlening. Moet men zich richten tot de betrokken ambtenaar, zijn overste en wie is dat : de gemeentesecretaris, een gemeenteraadslid, een schepen, de burgemeester? Geef toe dat dergelijke onduidelijkheden niet meer van deze tijd zijn.

Een centrale klachtendienst is ook een goede aanzet tot goed bestuur. Op die wijze wordt een follow-up georganiseerd die onafhankelijker verloopt van de betrokken gemeentelijke dienst, daar waar volgens de huidige procedure het risico bestaat dat men tegelijkertijd als rechter en partij fungeert. Tot slot is een klacht een gratis advies

dat als stimulans kan dienen om de dienstverlening te verbeteren. Het biedt ook de mogelijkheid jaarlijks verslag uit te brengen bij de gemeenteraad zodat het daaruit voortvloeiende debat in voorkomend geval aanleiding kan geven tot verbeteringen in de werking en de organisatie.

Een goed klachtenmanagement behoort met andere woorden tot de essentiële taken van het gemeentelijk bestuur in zijn relatie tot de burger en het draagt bij aan de verbetering van de lokale werking.

Gelet op deze duidelijke voordelen voor de stad, haar inwoners en gebruikers en op de voorbeeldfunctie van deze stad, niet alleen voor dit gewest, maar ook voor de rest van dit land en de internationale gemeenschap, vraagt de NVA of het geen daad van goed bestuur zou zijn om een dergelijke dienst op korte termijn te realiseren.

De Burgemeester.- Mijnheer Van den Driessche, uw vraag is interessant in die zin dat ze het debat opent over de middelen die een betere dienstverlening aan de burger, een beter bestuur en, in het algemeen, een beter beheer mogelijk maken.

In dat opzicht lijkt een centrale klachtendienst of een ombudsman op het niveau van de stad op papier op het eerste gezicht een efficiënt middel om die doelstellingen te realiseren.

Ik denk echter dat de efficiëntie van een dergelijk initiatief meer in de diepte moet worden ontleed en dat men zich ook bewust moet zijn van de beperkingen die het inhoudt.

Bijgevolg zijn wij gaan onderzoeken hoe deze werking geschiedt in andere steden die met Brussel kunnen worden vergeleken. Ik moet u onmiddellijk zeggen dat ik een beetje ontgoocheld was wanneer ik zag hoe de zaken er werden aangepakt. Er wordt van de burger namelijk, terecht, geëist dat hij zijn probleem eerst met de betrokken dienst moet proberen te regelen.

Bij wijze van voorbeeld verwijs ik naar de website van de ombudsvrouw van Antwerpen waar staat : “U kan een beroep doen op de ombudsvrouw op voorwaarde dat u eerst zelf geprobeerd hebt uw probleem aan te kaarten bij het districtshuis of bij de bevoegde dienst”.

Ik wijs er u ook op dat het gemeentelijke niveau een niveau is waar de burgers, dankzij de nabijheid, zich het gemakkelijkst wenden tot hun vertegenwoordigers in de gemeenteraad, vooral tot hun burgemeester. Het volume aan post dat ik dagelijks binnenkrijg, is daar het bewijs van.

In dat opzicht mag ook niet uit het oog worden verloren dat een ombudsman geen injunctiebevoegdheid heeft en dat het besluit van zijn tussenkomst bestaat uit een verslag bij de bevoegde politieke autoriteit.

Er is dus een ernstig risico dat de procedure, die in fine een oplossing voor het probleem van de burger moet bieden, aanzienlijk zal worden vertraagd.

Zo lezen we op de site van de Vlaamse Ombudsdienst : “ Als wijzelf uw klacht onderzoeken, dan krijgt de dienst waarover u klaagt, een maand om ons te beantwoorden. Als wij uw klacht doorsturen naar de klachtenbehandelaar van de dienst, dan heeft die 45 dagen om u te beantwoorden.

Na uiterlijk twee maanden moet u dus een eerste duidelijk antwoord gekregen hebben.

U begrijpt dat in moeilijker dossiers die termijnen wat kunnen uitlopen. Sommige klachten zijn in drie weken opgelost, in andere dossiers worden er soms tientallen brieven geschreven.”

Als conclusie moet ik u zeggen, en dat is paradoxaal, dat de inschakeling van een ombudsman gepaard gaat met het risico dat de termijnen nodig voor de oplossing van een probleem, langer zullen worden.

Anderzijds denk ik dat in het huidige systeem niets belemmert dat de klachtenbehandeling leidt tot een structurele verbetering van het gemeentelijke beheer.

Wij weten immers dat de interne audit die wij hebben opgezet soms georiënteerd werd op basis van de klachten die wij hebben gekregen en die een betere werking van onze gemeente mogelijk hebben gemaakt.

Dankzij de interne audit wordt onze aandacht gevestigd op heel wat terugkerende gevallen die ons door de burgers worden gemeld en kunnen we daar snel op reageren. Ik meen dus dat onze werking op dat vlak open, transparant en reactief is.

Bovendien wijs ik er nog op dat de oprichting van een centrale klachtendienst of een ombudsman ook een kostprijs heeft in termen van werkgelegenheid en ik zet graag mensen aan het werk. In de huidige moeilijke budgettaire omstandigheden lijkt een centrale klachtendienst mij dus niet de meest efficiënte aanwending van de openbare middelen.

Het woord is aan de heer Van den Driessche.

De heer Van den Driessche, mijnheer de burgemeester, ik dank u voor uw uitgebreide toelichting. Sta me toe daar een korte repliek op te geven.

Ik heb begrip voor uw bezorgdheid en besef dat het elders niet noodzakelijk beter gaat, maar dat zou de stad Brussel net moeten motiveren om op zoek te gaan naar een systeem dat wel beter is dan dat wat elders wordt gehanteerd. Dat zou een mooie pluim op onze hoed zijn.

Anderzijds denk ik dat een centrale klachtendienst in sommige gevallen inderdaad verdragend kan werken, maar het voordeel is wel dat het transparanter is en misschien ook objectiever kan verlopen.

Om te eindigen noteer ik graag dat u goed beseft, en hopelijk doet het College dat ook, dat de financiële situatie van deze stad moeilijk is. Ik hoop dat ook af te kunnen leiden uit de begroting die wij over enkele weken op de banken zullen krijgen.

Bovendien is het misschien ook een goed idee om in de gemeenteraad eens een echo te krijgen van de talrijke brieven die u krijgt om ons een idee te geven van het soort problemen waar de Brusselaars het College over aanspreken. We kunnen daar dan allemaal uit leren.

De Burgemeester.- Waarom ook niet? We denken daar over na, maar we blijven de audit behouden omdat ze ons helpt beter te besturen.

**Question de M. Ceux concernant « le nouveau plan de développement durable
de la Région »**

M. Ceux.- Je souhaiterais intervenir sur les déclarations du ministre-président de la Région bruxelloise relatives au nouveau plan de développement durable. Bien entendu, ce dossier relève de la Région, mais il touche également à la gestion de la Ville et mérite donc réflexion. La réforme de l'État organise un transfert de compétences des communes vers la Région, ce qui ne me gêne pas. Lorsque j'étais échevin de la mobilité, j'ai d'ailleurs à plusieurs reprises plaidé pour que cette compétence revienne à la Région.

Mais la cohérence des décisions est rendue difficile par la diversité des majorités politiques, et le ministre-président propose encore de diviser la Région en six territoires supplémentaires. Comment gérer ces territoires, dont l'un couvre l'ensemble de la zone du canal, si importante pour l'avenir de notre Ville, et s'étend sur trois communes avec des majorités diverses ?

Comment gérer un territoire avec autant d'échelons de pouvoir : Europe, État fédéral, Région, six territoires, dix-neuf communes et cent quartiers ?

Approuvez-vous la création de ces six territoires supplémentaires ?

Dans une telle configuration, comment gérer la Ville avec les autres communes ?

Envisagez-vous dès maintenant la création de ces cent quartiers ? Comment comptez-vous aborder ces questions de telle manière qu'il soit tenu compte de l'avis de la Ville de Bruxelles ?

M. le Bourgmestre.- La Région compte déjà des structures qui ne correspondent pas nécessairement aux territoires communaux, comme les zones de police. Toutefois, je rappelle que le nouveau plan régional de développement durable n'a pas encore été adopté par le gouvernement bruxellois. Vous conviendrez donc qu'il est prématuré d'en débattre. Je ne veux pas préjuger du débat qui aura lieu au parlement régional et je me réserve le droit d'intervenir le moment venu. Quoi qu'il en soit, ce projet

mériterait une analyse détaillée quant à ses implications sur les différents niveaux de pouvoir et sa définition légale devra être précisée. Le débat n'en est qu'à ses débuts. Entre-temps, j'espère que le bon sens présidera à la discussion et aux décisions qui seront prises.

M. Ceux.- L'initiative émane du ministre-président, lequel s'est exprimé à ce sujet dans la presse. Il est étonnant qu'une personne qui s'en va présente à ceux qui restent un plan pour les 15 ou 25 ans à venir... Je me réjouis d'avoir pu vous interpellier alors que les choses ne sont pas encore fixées.

Question orale de Mme Vivier concernant « les problèmes rencontrés par l'asbl Opération Thermos lors de la distribution des repas dans la gare Centrale »

Mme Vivier.- L'association Thermos distribue, les soirs d'hiver, des repas chauds aux personnes défavorisées, dans la gare Centrale. La distribution de repas sur le territoire de la Ville est soumise à autorisation et cette asbl serait la seule à la détenir pour la gare Centrale. Le problème réside dans le fait qu'aucun document officiel et aucun arrêté de police ne confirme une telle autorisation. Cette année, d'autres associations ont souhaité, elles aussi, distribuer de tels repas au même endroit, ce qui pose de grandes difficultés d'organisation et, donc, de gaspillage. Les autres associations ont-elles reçu l'autorisation de distribuer des repas à cet endroit ? On évoque une autorisation du holding SNCB. Bien entendu, je ne souhaite interdire à personne de distribuer des repas, mais cela doit se faire sans que d'autres organisations mettent en cause l'organisation d'une telle activité.

Selon mes informations et sans en avoir reçu confirmation, il s'agirait d'organisations musulmanes qui tendraient à distribuer des repas aux hommes, pas aux femmes. La situation mériterait donc d'être clarifiée.

En outre, lesdites organisations ne nettoient pas les lieux après leur départ, contrairement à ce que fait l'association Thermos depuis 25 ans.

Plus grave, les faits de violence augmentent. L'année passée, la police procédait à des patrouilles en début et en fin de distribution des repas, ce qui évitait les bagarres.

Depuis fin novembre, la police ne passe plus et les bagarres sont nombreuses.

Pourquoi ?

L'Opération Thermos a obtenu une autorisation de parking devant la gare Centrale.

Or l'interdiction de se garer aux emplacements réservés n'est pas respectée. La police refuse de faire enlever les véhicules en contravention. Pourquoi ?

En résumé, comment clarifier la situation ? Qui est porteur d'autorisation ?

M. le Bourgmestre.- Je tiens d'emblée à préciser quelques points. L'espace public relève de la police, donc de la Ville ; l'espace privatif relève d'Infrabel. Des autorisations distinctes sont donc requises. Une organisation a obtenu une autorisation pour la rue Ravenstein et la rue des Sols ; l'autre n'a jamais demandé d'autorisation spécifique de stationnement devant la gare Centrale.

L'espace public doit être réglementé et contrôlé, mais mes policiers se plaignent du fait que, très souvent, ils ne peuvent trouver les responsables des véhicules et tenter ainsi de résoudre les problèmes éventuels dans cette zone difficile en termes de mobilité.

Donc, nous délivrons les autorisations qui nous concernent et Infrabel délivre celles qui concernent son espace privatif.

J'ajoute que la surveillance policière de la gare Centrale est fédérale, alors que celle de l'espace public extérieur, dont le stationnement, est zonale. La distribution des repas relève donc d'Infrabel.

Question de M. Weytsman concernant « une initiative citoyenne visant la protection de la zone verte autour de la rue du Keelbeek »

M. Weytsman.- Les habitants de Haren s'appêtent à déposer auprès de la cellule de protection de la Direction des monuments et des sites du ministère de la Région de

Bruxelles-Capitale une demande de protection d'une zone verte située entre la rue de la Seigneurie, le quartier de la rue de la Métrologie et la rue de la Paroisse et du sentier n° 31.

Les Harenois préparent depuis plusieurs mois une demande de classement de cette zone verte comportant trois espaces : une grande friche herbacée et arbustive ; un sentier herbacé damé court par le passage régulier des piétons, chevaux, cyclistes, et un petit parc aménagé avec buttes, arbres et canal, dit « butte des Téléubbies ».

Afin de soutenir cette demande, ils présenteront et défendront les qualités environnementales, économiques et patrimoniales de cet espace vert et de son sentier. C'est un beau travail de promotion de cet espace naturel que le comité de quartier offrira à notre Ville.

Parmi ces éléments, l'IBGE a mis en évidence la qualité exceptionnelle de ce site d'observation des oiseaux. L'Institut régional a d'ailleurs répertorié plus de 70 points d'observation d'oiseaux et de mammifères (renards, lapins, etc.).

Cet espace vert d'un seul tenant est aussi important que rare à Bruxelles. Il constitue, avec le petit parc de Haren aménagé en une plaine de jeux pour enfants, le seul espace vert de détente des Harenois exposés à de nombreuses nuisances environnementales, notamment sonores.

Ce projet s'inscrit évidemment dans un contexte particulier. En effet, conformément aux engagements fédéraux, la Ville de Bruxelles devra accueillir sur son territoire, à Haren, un établissement pénitentiaire.

Avez-vous déjà eu l'occasion de discuter de ce projet avec les Harenois ?

Dans ce contexte particulier, comment pouvons-nous concilier les exigences fédérales et cette légitime envie de protéger l'entièreté ou une partie de cet espace vert dans notre village bruxellois ?

La Ville de Bruxelles peut-elle marquer son soutien à cette initiative qui ne doit pas viser à s'opposer à la construction de la future prison, mais permettre de s'assurer que son implantation se réalisera autant que possible en harmonie avec les richesses naturelles et culturelles de son quartier ?

Donc, loin de moi l'idée de m'opposer à la construction de la prison à Haren, mais bien celle de réfléchir à la possibilité de sauvegarder une partie de cet espace vert bruxellois.

M. le Bourgmestre.- Lors d'un débat à Haren sur l'implantation de la nouvelle prison, je m'étais engagé à insister auprès des instances régionales et, surtout, fédérales, pour obtenir qu'un représentant des habitants soit structurellement intégré au comité de suivi du projet afin qu'il puisse y relayer les préoccupations principales des Harenois.

Lors des différentes rencontres organisées avec les riverains, des séances de concertation et d'information se sont tenues à Haren ; l'attachement des Harenois à la protection du patrimoine naturel et paysager de ce quartier de la Ville a été plusieurs fois répété. Cela même si la Ville s'étendra et que le pouvoir fédéral s'impose à nous dans ce dossier.

Le plan masse définitif de la future prison et les variantes d'implantation de ses différents bâtiments sur le site ne nous sont pas encore connus. Par ailleurs, telles que décrites dans votre question, les limites de la zone d'intérêt des habitants sont relativement imprécises. Une analyse rigoureuse de ce volet serait très utile. Pour ces deux motifs, il ne me semble pas possible, ou du moins prudent, d'apporter une réponse univoque. En effet, si la zone en question n'est, a priori, pas destinée à être intégrée dans les espaces à bâtir du projet de prison, il est difficile, à ce stade, d'affirmer que ledit projet n'aura pas d'impact sur le site dont question.

En toute hypothèse, la Ville a rappelé dans son avis officiel communiqué aux différentes instances compétentes, et continuera à défendre les positions suivantes :

- Le maintien d'une liaison piétonne, actuellement assurée par le chemin du Keelbeek, entre le centre de Haren et le centre de Diegem. Cette liaison devra se connecter à un tracé existant (la rue du Witloof ou l'ancienne chaussée de Haecht) afin d'éviter un

trop long parcours le long de la chaussée de Haecht, peu sûre en termes de déplacement des piétons.

- Vu l'intérêt paysager que représente cette zone - dernier espace vert ouvert de cette envergure -, l'emprise au sol de la prison devra être réduite autant que possible. La Ville de Bruxelles demande également de profiter du relief du terrain pour travailler le projet en gradients. Par exemple, des gabarits plus hauts dans les points les plus bas, du côté de la rue du Witloof et de la chaussée de Haecht, en évitant, dans la mesure du possible, les travaux de nivellement et de terrassement. L'objectif est de maintenir le dessin au sol actuel qui pourrait partiellement occulter la structure dont question.

- En ce qui concerne les zones de transition entre la prison et les habitations riveraines, le paysage de Haren est caractérisé par la présence de chemins de fer, de champs, de talus, autant de barrières naturelles qui constituent un atout pour créer une séparation naturelle entre les infrastructures de la prison et les zones d'habitation. Nous défendons l'idée de réduire l'impact visuel de la prison du côté du chemin de fer et à proximité des habitations existantes ou en projet.

- Pour que l'aménagement de la liaison piétonne du Keelbeek soit confortable, un dégagement entre le talus du chemin de fer et la délimitation du terrain de la prison d'une largeur minimale de 10 m pourrait être envisagé - un recul de 5 m doit déjà être respecté par rapport au talus de chemin de fer - de façon à bénéficier d'un aménagement de type promenade verte, avec des aires de repos et du mobilier urbain. À ce stade, les discussions avec le pouvoir fédéral et les Régions bruxelloise et flamande se focalisent sur les questions de mobilité individuelle et en commun, et d'accès au site de la future prison.

Comme évoqué plus avant, la question des implantations définitives sur le site des différentes constructions n'a pas encore été abordée. Il faudra rester attentif au traitement architectural de ces constructions. Il nous faudrait donc davantage d'informations avant de soutenir ou non une telle initiative, d'une part sur le périmètre

considéré par les habitants et, d'autre part, sur le projet d'implantation des bâtiments de la prison.

À ce stade, ce que la Ville peut faire, au-delà de la réaffirmation des points cités ci-avant, c'est s'engager à veiller à ce que l'emprise au sol des constructions soit la plus réduite possible et que le relief du terrain et les barrières « naturelles » de celui-ci soient réellement mis à profit afin de limiter, tant que faire se peut, l'impact visuel de la prison sur le patrimoine paysager. Ce point est fondamental. Nous devons rappeler cette exigence aux autorités concernées et au ministère de la Justice. Leur rappeler, aussi, que des citoyens vivent sur ce site, ce que d'aucuns oublient parfois.

M. Weytsman.- Je vous remercie pour vos engagements clairs, précis et très positifs pour les habitants de Haren.

Question de Mme Moussaoui concernant « les problèmes de sécurité et d'incivilités touchant régulièrement certains logements sociaux de SORELO »

Mme Moussaoui.- Je tenais à vous interpellier sur des problèmes de sécurité et d'incivilités touchant régulièrement certains logements sociaux de SORELO. Vous y avez déjà organisé plusieurs réunions sur cette question, ce dont je vous remercie. Les artères concernées sont les rues Lacaille, Arrosoir, Pieremans et Sainte-Thérèse.

Dernièrement, trois de nos agents de prévention et de sécurité ont été agressés sur ce site. Une réunion s'est tenue en présence de l'un de vos commissaires, très aimable d'ailleurs. Ce dernier a exprimé sa volonté de collaborer activement à la résolution des problèmes et d'appliquer les mesures susceptibles d'assurer la sécurité interne du bâtiment. Dans ce cadre, ne serait-il pas préférable d'élargir la collaboration avec Bravvo et d'organiser davantage de rondes de police après 22h, heure de fin de service des APS.

Je citerai une série de délits commis sur ce site depuis quelques années : carreaux de la porte d'entrée principale du hall brisés, urines et déjections humaines et animales,

effractions de portes de logements, des locaux de l'espace communautaire vandalisés, présence de dépôts clandestins aux abords des immeubles, destruction d'un mur d'un hall d'entrée.

Nous vous demandons dès lors d'étudier la possibilité d'inscrire des crédits supplémentaires à la sécurité du lieu, d'installer des caméras de surveillance et d'affecter davantage d'agents à la division toute proche. La surveillance par caméras a donné d'excellents résultats sur le site Versailles-Beyseghem.

M. le Bourgmestre.- Pour la sécurisation technique du site, un nombre important de travaux ont été réalisés ces dernières années. Je précise que la Région nous a retiré une série de subsides qui nous auraient permis d'installer un réseau de caméras. Par ailleurs, la société de logements pourrait, elle-même, se charger d'un tel aménagement.

Nous avons demandé aux services de police d'être très vigilants sur ce site, comme aux abords de tous les autres logements sociaux de notre territoire.

Les montants supplémentaires mis à disposition par la Ville ont été affectés à la sécurisation et au réaménagement des halls d'entrée de différents sites, ainsi que des accès aux parkings.

Quant au budget que nous gérons au niveau Bravvo, le dernier subside octroyé par la Région est celui de l'année 2011. Pour la suite, les perspectives sont mauvaises, dans la mesure où ce subside est actuellement suspendu par la Région.

À la différence des collaborations avec les autres sociétés de logements sociaux présentes sur le territoire de la Ville - pour le compte desquelles Bravvo assure la coordination des ACS/gardiens de la paix logements sociaux depuis 2005 -, Sorelo a préféré conserver ses propres agents de prévention. Ceux-ci assurent donc, sous la responsabilité de cette SISP, leur propre travail de sécurisation aux alentours et à l'intérieur des logements. Je n'ai donc pas d'autorité sur ces agents. Bravvo ne peut garantir la gestion et l'encadrement de ce personnel, dont les missions et les méthodes

de travail différent des nôtres. Dans ce contexte, sur ce site de Sorelo, la présence des gardiens Bravvo se limite aux alentours des logements. Je le regrette. Peut-être la SISP dont question devrait-elle revoir sa position sur cette question.

Mondelinge vraag van mevrouw Milquet betreffende de integratie van Brupark, Mini-Europa en Océade in het Neo-project.

Mevrouw Debaets (*ontwikkelt de vraag van mevrouw Milquet, afwezig*).- Mijnheer de burgemeester, ik houd eraan namens onze fractie één van de kerndossiers van het beleidsprogramma Neo onder de aandacht te brengen.

Dat programma werd door de vorige meerderheid bijzonder goed gesteund, maar is de jongste maanden op een ontzettend chaotische manier beheerd.

Ik herinner eraan dat dit project gepaard gaat met een investering van 900 miljoen euro en enkele duizenden banen zou kunnen genereren, maar voorlopig moeten we het stellen met een bijzonder magere balans want er zullen, zeker op korte termijn, geen banen bijkomen. Er zullen er integendeel zo'n 120 sneuvelen. Bovendien moet een openbare aanbesteding worden overgedaan.

Het lijkt ons wenselijk dat de stad een alternatief vindt voor de sluiting en verdwijning van Mini-Europa, Océade en Bruparck.

Onze fractie heeft altijd gevochten om de concessies te verlengen en de heer Ceux heeft er zelfs voor gezorgd dat de ruimte die door Mini-Europa werd ingenomen "geneutraliseerd" werd in het masterplan.

Wij vragen ons nu af waarom die huurovereenkomst niet wordt verlengd zoals de vorige meerderheid twee keer heeft gedaan? Waarom doet de MR-Open Vld fractie dat nu niet?

Waarom heeft de schepen van tewerkstelling het personeel niet ontmoet om op zijn minst met hen in overleg te treden en samen naar oplossingen te zoeken die het personeel en het project kunnen redden? Mag ik er u even aan herinneren dat u dat toch beloofd had tijdens uw verkiezingscampagne?

Tot slot vraagt onze fractie zich af of de liberalen de motie van vorig jaar vergeten zijn, waarin zij de verlenging van de concessie bepleiten tot 2030. Ik weet dat het geheugen in de politiek soms kort is , maar dit is toch wel bijzonder vreemd.

Vooraleer jobs te creëren zoals u had aangekondigd, moet u eigenlijk eerst de bestaande jobs veilig stellen.

Bovendien werden we gecontacteerd door Bruparck dat zelf een project heeft ontworpen om een soort ecodorp te creëren, iets wat toch wel past in de huidige tijdsgeest. Die mensen hebben ongeveer twee maanden geleden gesprekken aangevraagd, maar hebben daar tot op vandaag van de stad nog geen enkele reactie op gekregen. Ook dat is vreemd.

Tot slot zal nu ook Kinopolis nog moeten wijken. Het lijkt er dus een beetje op dat niets of niemand nog veilig is op die Heizelvlakte en dat terwijl het Groen Gewestelijk Bestemmingsplan (PRAS-GBP) heel duidelijk stelt dat zowel Kinopolis, Bruparck als Océade daar perfect kunnen blijven.

Zo kom ik tot mijn concrete vragen.

- 1) Plant u alsnog overleg – de betrokkenen hebben hun vragen toch al wel een hele tijd geleden gesteld – met de verantwoordelijken van onder meer Bruparck om duidelijke antwoorden te geven over hun project en om de mensen ten minste te laten weten waar ze staan, zeker nu het project en het personeel op de helling staan?
- 2) Op welke manier wilt u Océade en Mini-Europa integreren in het globaal project, zeker wat de vrijetijdsgroep betreft?
- 3) Zult u bijzondere maatregelen uitwerken om ervoor te zorgen dat ze daadwerkelijk geïntegreerd kunnen worden op die site, meer bepaald in het kader van de onderhandelingen met de drie tijdelijke verenigingen?
- 4) Wanneer starten de werken van het Neo-project? Kunt u ons bevestigen, want dat is toch ook belangrijk, dat er geen al te grote tijdsspanne zal zijn tussen het einde van de concessie in augustus 2013 en de start van de werken?
- 5) Wanneer hebt u eigenlijk precies vastgesteld dat er onvoldoende kandidaten

waren voor het congrescentrum? Daarmee samenhangend : wat is het resultaat van uw reis naar Cannes? Hebt u daar potentiële kandidaten gevonden die interesse hebben getoond of zult u andere proactieve initiatieven nemen? U had dat misschien al kunnen doen, maar goed..

- 6) Zal de vertraging in verband met die openbare aanbesteding waarvoor er te weinig kandidaten waren, gevolgen hebben voor de start van de werken, toch zeker voor wat betreft die vrijetijdsgroep?
- 7) Bent u bereid om, zoals de CDH-CD&V-fractie vraagt, de concessie van Mini-Europa en Océade te verlengen en zo ja, voor hoelang?

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende de sluiting van Mini-Europa en Océade

De heer Van den Driessche, mijnheer de burgemeester, ik hoop uiteraard dat de vele vragen die vandaag gesteld worden een duidelijk antwoord zullen krijgen.

Op 5 maart jongstleden werd de sluiting aangekondigd van Mini-Europa en Océade. Deze sluiting is een ramp en had naar mijn mening minstens kunnen worden uitgesteld en wellicht ook kunnen worden voorkomen. Politici kunnen geen werkgelegenheid creëren, maar ze kunnen die wel vernietigen en dit is daar een goed voorbeeld van.

Ondertussen verklaart de burgemeester in de pers dat Kinopolis zich moet schikken naar de nieuwe Heizelplannen en wordt naar mijn mening via een banale rechtszaak geprobeerd om Kinopolis weg te pesten.

In dat verband heb ik een reeks vragen.

- 1) Hoeveel procedures lopen momenteel tegen de wijze waarop de openbare aanbesteding werd gevoerd, door welke partijen en op welke gronden?
- 2) Hoe gaan het stadsbestuur en de betrokken vzw reageren op het vernietigende advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie van 29 oktober 2012 dat zich verzet tegen de oprichting van een winkelcentrum?
- 3) Om de nodige vergunningen te bekomen voor dit project is volgens recente rechtspraak door de Raad van State vereist dat eerst alle infrastructuurwerken

op het vlak van mobiliteit vergund zijn. Sommige van de mobiliteitswerken moeten gebeuren door het Vlaams Gewest. Wat is de stand van zaken voor het overleg met het Vlaams Gewest en is er al een akkoord over de financiering in dit verband?

- 4) Volgens specialisten zal de officiële opening van het nieuwe centrum zeker niet voor het jaar 2020 en wellicht slechts veel later kunnen gebeuren, gelet op de tijd die nodig is voor het gunnen van de opdracht, de procedures voor de Raad van State, het overleg met het Vlaams Gewest, de klachten van de bewoners, het verkrijgen van de nodige vergunningen en de bouwtijd. Beschikt men over een schriftelijk advies uitgebracht door een gespecialiseerd advocatenkantoor dat zich uitsprekt over een realistisch tijdstip van opening en welke datum wordt daarin naar voor geschoven?
- 5) Het Neo-project staat dus nog voor vele uitdagingen en zal de eerstkomende jaren zeker niet klaar zal zijn, als het er überhaupt ooit komt. Ik wens dat laatste te benadrukken want hierop hebben zelfs politici geen volledige controle. Dat brengt mij bij een aantal bijkomende vragen.
 - Waarom kon de concessie van Océade, Mini-Europa en The Village niet worden verlengd? Sommigen hebben dit reeds vergeleken met praktijken in Oost-Europa. Ik zie in ieder geval geen enkele reden om dat niet te doen. Iedereen wordt hier alleen maar slechter van, niet alleen de werknemers maar ook de stad die daardoor een geraamd verlies van 500.000€ per jaar lijdt.
 - Klopt de informatie dat ook de Belgische Voetbalbond gevraagd werd om te verhuizen?
 - Welke andere gebruikers van de Heizelsite zullen nog gevraagd worden om te verhuizen?
 - In alle gevallen zullen de leegstand en de verminderde activiteiten leiden tot verminderde sociale controle, verloedering en onveiligheid waar alle

- huidige gebruikers en bewoners het slachtoffer van zullen zijn. Welke maatregelen zal de stad nemen om de negatieve effecten daarvan tot een minimum te beperken?
 - Wat is de toekomst van Kinopolis, een Europees bedrijf dat het bioscoopbezoek op wereldniveau opnieuw heeft uitgevonden? Is het de bedoeling dat ook zij verhuizen?
 - Indien het Neo-project zou worden gerealiseerd, hoeveel zullen de infrastructuurwerken dan kosten en door wie zullen die moeten worden gedragen?
 - Welke financiële engagements werden door de stad of haar betrokken vzw's nu al aangegaan inzake dit Neo-project en hoeveel bedraagt het kostenplaatje indien het project er uiteindelijk niet komt?
- 6) Is het niet dringend nodig dat dit project aan de rand van de stad in handen wordt genomen door professionals en niet door personen die het wellicht goed menen, maar niet de ervaring en het formaat hebben om met zulke grote projecten om te gaan en bovendien soms op het vlak van reputatie kwetsbaar zijn. Ik heb immers stevig de indruk dat de stad momenteel met een 2PK de formule 1-bolides van het onroerend goed probeert te volgen en dan weet je vooraf wie er gaat verliezen.

Mondelinge vraag van de heer Dhondt betreffende de sluiting van Océade en Mini-europa

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik zal proberen bondig te zijn en niet in herhaling te vallen. Ik denk dat we allemaal baat hebben bij meer duidelijkheid. Als ik kijk naar de geschiedenis van het Neo-project is het net die duidelijkheid die ontbreekt.

Wat mij ontzettend geschokt heeft was dat de dag nadat de heer Mayeur aan de

alarmbel trok omdat er in Brussel op het vlak van werkgelegenheid een zeer groot probleem is de aankondiging kwam dat Mini-Europa en Océade zouden sluiten waardoor er daar banen verloren zullen gaan.

Ik hoop dat we vandaag een duidelijk antwoord krijgen op de vraag of die sluiting effectief nodig is. Mijns inziens kan die sluiting voorkomen worden. Als ik terugkijk naar de geschiedenis en de debatten die daarover in deze gemeenteraad gevoerd zijn, stel ik vast dat er telkens wel de intentie was om die projecten te integreren in het Neo-project. Toch is die intentie nooit duidelijk genoteerd geweest .

Als we naar het dossier zelf kijken, is ook nooit duidelijk geweest waar Mini-Europa en Océade in dat geval een plaats zouden krijgen. Eigenlijk heeft het College altijd wel laten uitschijnen dat Mini-Europa en Océade zich kunnen inschrijven, maar vandaag blijkt dat dit niet het geval zal zijn.

In sommige communiqués lees je dat er een gebrek aan respect is, volgens andere communiqués is de sluiting te wijten aan een gebrek aan samenwerking, maar uiteindelijk komt het erop neer dat er geen oplossing is.

Daarom had ik het College graag een aantal concrete vragen voorgelegd. Ik hoop dat het straks in zijn antwoord alsnog een oplossing kan aanreiken voor Océade en Mini-Europa.

Welke initiatieven heeft het stadsbestuur genomen om Océade en Mini-Europa te integreren in het Neo-Project?

Zal het College ingaan op de oproep van het personeel om alsnog met een voorstel over de brug te komen?

Dan nog een woord over de concessies. Neo zal slechts voltooid zijn in 2020. Wat zullen we doen om de huidige jobs te redden? Welke alternatieven worden voorgesteld voor de werkgelegenheid die vanaf 1 september 2013 zal verdwijnen?

Daarnaast verliezen we ook nog een zwembad als Océade weggaat terwijl we allemaal weten dat er nood is aan zwembaden in Brussel. Bovendien verliest de stad Brussel een enorme toeristische trekpleister. De combinatie van het Atomium en Mini-Europa was een sterke troef om de toeristen naar de Heizelvlakte te lokken.

Welke alternatieven komen er daarvoor? Het College is hier immers al lang van op de hoogte .

Question orale de Mme Nagy concernant « le conflit relaté dans la presse opposant Kinopolis à la Ville »

Mme Nagy.- Le projet Neo a déjà fait l'objet de nombreux débats au sein de ce Conseil. Il soulève la question de savoir si le réaménagement du plateau du Heysel permettra d'y intégrer les infrastructures actuellement présentes sur le site. Le Collège semble vouloir appliquer la politique de la *tabula rasa* autour du projet Neo. Dernier exemple en date : le conflit ouvert entre le groupe Kinopolis et les autorités de la Ville. La situation de ce groupe diffère de celle de Mini-Europe et Océade, puisque la convention qui le lie court jusqu'en 2025. Alors, comment la Ville peut-elle arriver à ses fins ?

La première pierre du projet Neo ne sera pas posée avant 2018. Dans l'attente, la Ville semble décidée à écarter toute activité sur le plateau du Heysel, de gré ou de force. Ce jeu me semble dangereux.

Quelle est la nature du litige qui oppose la Ville à Kinopolis ?

En quoi est-il lié au projet Neo ?

Question d'actualité jointe de M. Maingain relative au « projet Neo »

M. Maingain.- Nous sommes déjà intervenus à maintes reprises sur ce dossier. Il nous avait été promis toute la transparence et une série de garanties, mais nous n'avons rien vu. L'annonce de la probable fermeture de Mini-Europe et d'Océade, et de ses 120 emplois, résulte sans nul doute de votre gestion du projet Neo. Depuis le début de ce projet, nous dénonçons le manque de concertation avec les habitants et les utilisateurs du plateau. Aujourd'hui, cette fermeture n'est que le reflet du climat délétère qui règne autour du projet. Depuis 2009, jamais les bases saines d'un

dialogue avec les exploitants n'ont été trouvées et les uns rejettent la faute sur les autres. On ne peut nier que ce dossier baigne dans une certaine hypocrisie. Hypocrisie d'un partenaire socialiste qui a fait mine de tendre la main à l'exploitant tout en lui tournant le dos. Car si la volonté de maintenir Océade et Mini-Europe avait été réelle, il aurait suffi de les intégrer au projet, de les imposer au consortium, comme cela a été le cas pour le Planétarium.

Hypocrisie d'un parti réformateur qui s'était dressé en défenseur de ces attractions sous la précédente législature et qui, après les élections, n'a pas pu peser sur le projet. À sa décharge, le vote - il est survenu lors du dernier Conseil communal de la législature - du cahier des charges du projet Neo sonnait le glas de ces installations sur le site et annonçait la perte des emplois liés. Car l'enjeu de cette fermeture, c'est bien la perte d'attractions touristiques de premier plan et d'emplois.

Hypocrisie d'un partenaire humaniste qui persiste à prétendre qu'il s'est toujours battu pour prolonger les concessions. Le MR avait déposé, à l'époque, une motion en ce sens, mais le cdH, dans la majorité, n'avait pas souhaité y répondre favorablement. C'est le cdH qui a voté, lors du dernier Conseil communal, ce projet qui verrouille le plan et force ces attractions à fermer leurs portes. Affirmer qu'il soutient les exploitants alors qu'il ne l'a pas fait quand il était dans la majorité, je trouve cela choquant.

Enfin, entendre M. Doulkeridis, écologiste, regretter la décision de la Ville, alors que la Région est partenaire dans ce projet, a de quoi surprendre.

M. le Bourgmestre.- En résumé, tout le monde est hypocrite...

M. Maingain.- L'un des arguments avancés pour imposer le projet Neo est celui de l'emploi. Or le bilan en la matière est, jusqu'ici, de 120 postes perdus. J'entends encore le bourgmestre affirmer que les 3.000 emplois prévus seraient promis à des Bruxellois. Comment imposera-t-il sa volonté, sachant que légalement, il ne peut contraindre les exploitants présents sur le plateau du Heysel à engager prioritairement des Bruxellois ?

En outre, ces emplois restent hypothétiques. Lors d'un forum de quartier à Laeken, vous affirmiez que les investisseurs frappaient à la porte, mais la relance de l'appel d'offres pour le centre de convention témoigne du manque d'intérêt des investisseurs pour ce projet. Et le bras de fer que vous menez avec Kinopolis n'est pas le signe d'une volonté d'ouverture ; il n'aidera pas à créer le climat de confiance nécessaire au développement de projets économiques.

À ce propos, je souhaiterais disposer de la convention qui lie la Ville à Kinopolis afin de la replacer dans une perspective historique, car la notion d'activité économique a évolué depuis. Il apparaît clairement que la Ville continue de se montrer impérieuse, dédaignant ceux qui ont fait vivre le plateau du Heysel pendant tant d'années. Elle veut faire table rase de ce qui existe au profit d'un projet qui, s'il ne manque pas de potentiel, ne semble pas en mesure de contenter l'appétit pharaonique de ses promoteurs. Il est à espérer que l'Atomium ne jette pas trop d'ombre sur votre paysage urbanistique, au risque de la voir, elle aussi, remise en question.

M. le Bourgmestre.- Les exploitants de Mini-Europe et Océade ont annoncé la fermeture de leurs activités au mois d'août 2013 sur le Heysel. Je veux souligner dans un premier temps qu'il s'agit là de leur décision et de leur responsabilité.

Au passage, nous avons appris via la presse l'intéressante proposition de reprise qu'il leur a été faite par l'Intercommunale du Brabant wallon. L'IBW leur proposait en outre la reprise entière du personnel, aux mêmes conditions. Cependant, les exploitants de ces attractions ont préféré refuser et annoncer le licenciement pur et simple de leur personnel. Nous sommes favorables au maintien de ces activités sur le site, dans le cadre du projet Neo, mais force est de constater que les exploitants ont fait d'autres choix, qu'ils doivent assumer et que nous ne pouvons que regretter. Les concessions qui lient Mini-Europe à la Ville de Bruxelles prenaient fin en décembre 2010. Le projet de réaménagement du plateau du Heysel étant lancé et

aucune disposition n'ayant été prise par ces concessionnaires pour préparer la fin contractuelle de leur activité, il a été convenu de prolonger leur concession jusqu'en août 2013. Cela signifie que les exploitants sont au courant du futur projet Neo depuis au moins cinq années. Le projet Neo prévoit un important volet loisir. C'est pourquoi, la prolongation qui leur a déjà été accordée devait leur permettre de préparer leur avenir et leur collaboration à ce projet en s'associant avec les opérateurs potentiels. Je tiens à insister sur le fait que, bien évidemment, il ne leur était pas possible de répondre seuls à ces appels d'offres. Par contre, ils peuvent facilement s'associer à d'autres opérateurs. Leur expérience sur le plateau du Heysel est très certainement un atout pour les promoteurs.

Trois candidats sont encore en lice. Les exploitants de Mini-Europe et Océade ont encore la possibilité, aujourd'hui, de prendre contact avec ces opérateurs afin de s'intégrer dans le projet global. Quant à nous, nous sommes, bien entendu, contraints de respecter les législations sur les marchés publics. Il nous est légalement impossible, en tant que pouvoir adjudicateur, d'intervenir en faveur d'un opérateur quelconque, puisqu'un marché public est en cours. En d'autres termes, nous ne pouvons pas négocier à la place des exploitants de Mini-Europe, avec les trois concurrents qui doivent nous proposer des activités de loisir pour le plateau du Heysel. Les trois candidats encore en lice nous ont dit être prêts à intégrer Mini-Europe dans leur offre. Mais pour cela, il faut que les exploitants soient prêts à négocier. La balle est dans leur camp.

Nous avons en effet reçu un courrier de M. Christian Debout, gérant du Quick de Brupark. Ce courrier évoque un projet à long terme pour le Village tout en évoquant le souhait d'une prolongation de son activité jusqu'au début des travaux.

Un projet à long terme sur le site du Village, où se trouve le restaurant Quick, n'est pas envisageable, puisque cette parcelle accueillera le futur centre de convention.

J'en viens aux perspectives à plus court terme.

Lorsque nous avons accordé la prolongation des contrats qui, je vous le rappelle, prenaient fin au 31 décembre 2010, c'est l'ensemble des contrats (Mini-Europe, Océade et le Village) qui ont été prolongés jusqu'au 31 août 2013. Pour être précis, l'avenant au contrat spécifie que les activités cessent au 31 août, mais que les lieux doivent avoir été remis dans leur état initial au 31 décembre 2013. Ce sont les termes du contrat initial. Les partenaires de Brupark et du Village avaient négocié ensemble cette prolongation et nous ne pouvions pas risquer que les terrains inclus dans le premier dialogue compétitif (Neo 1) ne soient pas disponibles au moment de l'attribution de ce marché. C'est précisément le cas : les terrains concernés par Neo 1 seront en effet disponibles au 1er janvier, ce qui est indispensable à la confiance des trois candidats. Je rappelle que le calendrier de notre dialogue compétitif prévoit une attribution pour avril 2013 avec clôture en avril 2014, conformément à la loi.

Il y a une situation spécifique pour le Village, situé à l'endroit où sera bâti le futur centre de convention. Parmi les 22 partenaires du Village, certains ont déjà cessé leur activité (3) ou sont en état de cessation de paiement (4), et d'autres ont manifesté l'intention de fermer au plus vite (3). La disparition programmée du site rend évidemment impossible l'arrivée de nouveaux partenaires commerciaux classiques qui n'ont aucun intérêt à s'implanter pour seulement deux ou trois années.

Dans ce contexte, nous envisageons les possibilités d'occuper le site pendant la période transitoire menant au début du chantier relatif au centre de convention.

Divers acteurs susceptibles de nous accompagner dans cette démarche sont consultés et le seront encore dans les tout prochains jours. C'est notamment le cas de la personne que j'ai citée.

En réponse à quelques questions plus précises, je rajouterai les éléments suivants : Une procédure a été introduite contre le dialogue compétitif Neo. Elle émane d'une société extérieure qui reproche à la Ville d'avoir mis la barre trop haut en matière

d'exigences économiques pour les futurs candidats à ce marché. Ce reproche est d'autant plus étonnant que ladite société n'est même pas candidate audit marché. Le gouvernement régional a adopté le PRAS jeudi dernier, en répondant à l'avis de la Commission régionale de développement et en permettant au projet Neo de se développer.

S'agissant des infrastructures de mobilité, la majorité de celles-ci sont déjà existantes ; seules quelques infrastructures complémentaires sont souhaitables. Le plan financier de Neo organise leur financement. Une partie de ces infrastructures nécessitent un travail commun avec la Région flamande, notamment afin d'organiser au mieux la connexion avec le ring. Des contacts suivis interviennent avec diverses administrations flamandes et avec les communes concernées pour faire en sorte de rencontrer les intérêts de chacun.

Pour organiser au mieux la planification des travaux, nous collaborons en effet avec le cabinet d'avocat Stibbe, qui nous assiste notamment pour garantir le respect des délais, mais aussi la sécurité juridique de la procédure. Vu la procédure de marché propre à Neo, à savoir le dialogue compétitif, les délais d'exécution dépendent des choix qui seront opérés par les candidats dans leurs propositions.

L'Union belge n'a pas été invitée à déménager, mais nous avons noué un dialogue avec elle et le Comité olympique pour envisager le regroupement dans un important pôle sport sur le site.

Pendant la période courant entre l'échéance du contrat avec les partenaires et l'exécution des projets, il faut distinguer les terrains repris dans Neo 1 (Mini-Europe et Océade) et ceux repris dans Neo 2 (Village de Brupark). Pour les terrains repris dans Neo 1, l'adjudication du marché interviendra en avril 2014, et l'adjudicataire disposera alors desdits terrains. Déjà dans le cadre de la première phase de négociation, courant avril de cette année, nous insisterons auprès des candidats sur l'importance que nous attachons à la bonne gestion de cette période intermédiaire. S'agissant du Village, nous avons été interpellés par des partenaires qui souhaitent

développer un projet à court terme, étant bien entendu que le centre de convention occupera les lieux ensuite. Plusieurs réunions de travail ont été organisées avec des personnes spécialisées dans la valorisation d'espaces, même de manière éphémère, et des pistes sont actuellement explorées pour permettre à la fois un usage original du site et le maintien de certains occupants actuels. De nouveaux contacts interviendront dans les prochains jours.

Le masterplan de Neo prévoit la présence de Kinopolis jusqu'au terme de son contrat (2025). La Ville entend s'acquitter de manière loyale de l'ensemble de ses obligations contractuelles. Le litige dont il a été question dans la presse et devant cette assemblée, la semaine dernière, porte sur la volonté de la Ville de faire respecter les obligations contractuelles de Kinopolis.

Le coût des infrastructures peut être calculé de différentes manières. Si l'on souhaite avoir une vue d'ensemble, il convient de compter les infrastructures routières, mais aussi l'ensemble des espaces publics, les parcs, les terrains de sport, le système d'évacuation des eaux afin d'éviter les actuelles inondations, l'éclairage... Le coût total de ces infrastructures est alors estimé à 185 millions €. Ces chiffres émanent de notre bureau d'experts (FAKTON Rotterdam) ; ils ont été vérifiés par un quantity surveyor indépendant. Ces coûts, ainsi que ceux résultant du centre de convention, sont partagés entre la Ville et la Région. Je tiens à signaler que les infrastructures dont nous parlons ici ne sont pas centrées sur la desserte du centre commercial, mais sont très majoritairement orientées sur le projet d'urbanisation au profit de tous : parcs, infrastructures sportives, projets de mobilité, éclairage public, notamment.

Le plan financier global de Neo prévoit, sur une période de 20 ans, un coût opérationnel global de 27,5 millions €. Bien entendu, ce coût sera partagé entre la Ville et la Région.

La parole est à Mme Lemesre.

Mme Lemesre, échevine.- Je perçois beaucoup d'hypocrisie et de malhonnêteté

intellectuelle dans les propos tenus par les uns et les autres, ici ou dans les médias. Un tel petit jeu politique devient inadmissible lorsqu'il s'agit de prendre position sur un sujet crucial pour l'avenir de personnes inquiètes pour leur emploi.

Hypocrisie de l'ancien partenaire de la majorité qui n'assume pas ses choix et ses décisions passés. M. Maingain s'est déjà exprimé sur ce sujet et sur les deux marchés publics lancés sous la forme d'un dialogue compétitif par l'ancienne majorité. Ces derniers ont clairement défini les espaces dévolus au tourisme et aux loisirs, soit 5.000 m² au sol et 15.000 m² au total, alors que Mini-Europe et Océade occupent 32.000 m². Tous les partis de l'ancienne majorité, et Ecolo, qui ont voté ces marchés ont implicitement approuvé le démantèlement d'Océade au moins, Mini-Europe pouvant être intégré au concept Neo, comme l'a dit le Bourgmestre, si son exploitant le souhaite. Mais on sent un désir de prendre le personnel en otage et de faire monter les enchères, ce qui est inadmissible.

Une autre hypocrisie est celle du gouvernement régional, qui a approuvé toutes les phases du projet Neo et affirme aujourd'hui que le PRAS permettrait de conserver les activités de loisir menacées. Or il sait parfaitement que les marchés publics qu'il a approuvés ne le permettent pas. S'agissant du personnel, il est évident que la cellule emploi servira d'interlocuteur à ceux qui pourraient perdre leur travail. Ceux-ci seront conseillés et formés pour être employés dans d'autres structures.

Quant aux 3.000 emplois prévus dans le projet Neo, une collaboration étroite sera mise en place entre la cellule emploi et les opérateurs présents sur le site pour favoriser les demandeurs d'emploi habitant sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

M. le Bourgmestre.- Je précise que la Région et la Ville sont en contact permanent, et le PRAS tel qu'adopté par le gouvernement régional en est l'un des résultats.

La parole est à Mme Nagy.

Mme Nagy.- J'entends que vous respecterez la convention qui vous lie à Kinopolis jusqu'en 2025. Dès lors, je ne comprends pas les raisons de ce bras de fer.

M. le Bourgmestre.- Soyons précis : j'ai dit que nous respecterions notre part du contrat si Kinopolis respecte la sienne. Faute de cela, l'affaire sera réglée devant les tribunaux.

Mme Nagy.- Admettez-le, il est assez étonnant de voir toutes les activités présentes sur le plateau du Heysel progressivement écartées. Vous dites que vous vous êtes engagés à libérer les terrains au profit du concessionnaire qui sera choisi.

M. le Bourgmestre.- Kinopolis n'est pas concerné, pour l'instant.

Mme Nagy.- Je suis frappée par le fait que tous les usagers du plateau sont, peu à peu, poussés vers la porte.

M. le Bourgmestre.- C'est inexact ! Y compris les avocats de Kinopolis estiment que la situation a évolué depuis la signature de la convention, comme M. Maingain l'a d'ailleurs suggéré. Mais aucune partie ne peut prendre de mesures unilatérales qui vont à l'encontre de cette convention sans que celle-ci soit modifiée.

Mme Nagy.- Je suis ce dossier depuis assez longtemps pour savoir que jamais la Ville et le Palais des expositions n'ont tissé de liens constructifs avec les utilisateurs du plateau. Je constate qu'une difficulté se posera : entre le départ des exploitants actuels et la réalisation du projet Neo, cinq années vont s'écouler durant lesquelles Kinopolis se retrouvera seul au milieu d'un désert et l'Atomium connaîtra une baisse de fréquentation. Je constate également qu'en l'occurrence, les autorités ne font que regretter le départ de Mini-Europe et Océade, sans tenter de trouver une solution alternative.

Le PRAS est précis : il autorise les activités récréatives, mais rien n'a été fait pour soutenir les entreprises et les aider à s'intégrer au projet Neo. Je vous suggère de ne pas systématiquement rejeter la faute sur d'autres et d'envisager les moyens de soutenir les attractions importantes pour notre Ville.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Courtois.

M. Courtois.- S'agissant de Kinopolis, une procédure judiciaire est en cours et nous devons en attendre les conclusions. La question qui se pose est celle de l'applicabilité d'une convention.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, ik wens nog even terug te komen op het niet verlengen van de concessies van Océade en Mini-Europa.

Met alle respect, mijnheer de burgemeester, maar u draait de toestand eigenlijk om.

Wij stellen immers vast dat er daar momenteel twee gebruikers aanwezig zijn die voor die concessie betalen en die bovendien een toegevoegde waarde betekenen voor de site, voor de stadskas, voor onze bevolking en voor de toeristen.

Het antwoord dat we vandaag krijgen, komt erop neer dat ze willen vertrekken en dat de stad geen enkele inspanning doet om die mensen te overtuigen om nog enkele jaren te blijven met het oog op alle voordelen voor onze stad die eraan verbonden zijn.

Waarom hebt u zelf niet tijdig het initiatief genomen om die mensen te overhalen om nog enkele jaren te blijven?

M. le Bourgmestre.- Nous le faisons dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

M. Maingain.- Je souhaiterais pouvoir consulter le texte de la convention qui lie le Palais des expositions et Kinopolis.

M. le Bourgmestre.- Elle a été prolongée en 2009.

M. Maingain.- Donc, la définition des objectifs économiques telle qu'établie dans les années 80 ne répond peut-être plus aux standards actuels.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik dank u en mevrouw Lemesre voor uw antwoorden. Ze hebben in ieder geval het voordeel van de duidelijkheid, namelijk dat de terreinen op 1 januari ter beschikking moeten worden gesteld. Dat betekent dus effectief dat Mini-Europa en Océade hun boeken moeten sluiten.

Mijns inziens was dat, zoals mevrouw Lemesre trouwens aangaf, al lang geweten. Daarnaast wordt er een pingpongspel gespeeld over de verantwoordelijkheid. We weten nu in ieder geval dat Mini-Europa en Océade weg zullen gaan.

Wij betreuren dit ten zeerste. Mini-Europa biedt de stad Brussel een meerwaarde op het vlak van toerisme en Océade op het vlak van recreatie.

De Burgemeester.- Mijnheer Dhondt, ofwel is mijn antwoord slecht vertaald ofwel hebt u gewoon niet geluisterd, want dat heb ik helemaal niet gezegd.

De heer Dhondt.- Ik heb genoteerd dat de terreinen op 1 januari ter beschikking moeten zijn.

Ik wil toch afsluiten met een positieve noot. Mevrouw Lemesre zegt dat ze enerzijds via onderhandelingen een oplossing zal proberen te vinden voor de werknemers die op 1 september werkloos zullen zijn en anderzijds dat er ook een tewerkstellingsplan komt voor de 3000 nieuwe jobs in het Neo-project. Onze fractie zal dat op de voet volgen omdat we echt willen dat die jobs er komen en dat die in eerste instantie naar de Brusselaars gaan. Ik ben het eens met de heer Maingain dat we niet alleen jobs voor de Brusselaars kunnen creëren, maar we kunnen de Brusselaars wel een duwtje in de rug geven door hen een degelijke opleiding aan te bieden. We gaan er zeker mee voor zorgen dat dit beleid gerealiseerd wordt.

De Burgemeester.- Het woord is aan mevrouw Debaets.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de burgemeester, ik sluit mij aan bij de vorige sprekers om te zeggen dat het ontoelaatbaar of zelfs hemeltergend is, wetende dat de eerste steen inderdaad pas over vijf, tien of vijftien jaar zal worden gelegd, dat een site met een dergelijk potentieel al die jaren onbenut zal blijven.

Met een beetje goodwill had men samen met de betrokkenen perfect een oplossing kunnen vinden. Het is toch vreemd dat er door niet te handelen, door het dossier op een werkelijk chaotische manier aan te pakken twee aantrekkingspolen verdwijnen en het is bijzonder cynisch te moeten vaststellen dat Mini-Europa waar men in enkele

uren tijd een reis door Europa kan maken nu de hoofdstad van Europa moet verlaten.

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende het niet

voortzetten in 2013 van het evenement Euroferia wegens veiligheidsproblemen

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, vorige week konden wij vernemen dat Euroferia de handdoek in de ring gooit en haar evenement in 2013 niet meer zal organiseren.

Volgens de pers zou vooral de veiligheid een groot probleem zijn en dat maakt mij ongerust. Als het niet meer mogelijk is een evenement van die grootte in onze stad te organiseren dan is er hier een veel groter probleem dat het belang van Euroferia overstijgt.

Daarom wens ik u enkele vragen te stellen.

Wat was de inzet van de politiediensten in man-uren bij de vorige editie in 2012?

Wat was de inzet van de politiediensten in man-uren bij de jongste editie van Brussel Bad?

Is het normaal dat een evenement als Euroferia bezwijkt onder de veiligheidsuitdagingen van deze stad en is dat geen aanwijzing dat de veiligheid in deze stad en in dit gewest heel anders moet worden aangepakt, met om te beginnen een fusie van alle politiezones?

De Burgemeester.- Mijnheer Van den Driessche, tijdens Euroferia 2012 werden er 707,85 man-uren per dag ingezet. Voor Brussel Bad bijvoorbeeld werden er vorig jaar 50,53 man-uren per dag ingezet. U moet dus toegeven dat Euroferia een zeer zwaar evenement is op het vlak van de aanwezigheid van de politie.

Bij de vorige edities van Euroferia werd vastgesteld dat er moeilijkheden waren in verband met het naleven van de voorwaarden waartoe de organisatoren zich verbonden hadden.

Anderzijds hebben wij enorm veel klachten binnengekregen van de bewoners en de meeste van die klachten hadden te maken met nachtlawaai. Die hebben ons ertoe gebracht de voorwaarden op het vlak van sluitingsuren, aantal stands met

alcoholverkoop, enzovoort, opnieuw te bekijken

Bijgevolg kregen de organisatoren een aantal bijkomende maatregelen opgelegd om dit evenement in goede banen te leiden. De organisatoren zijn daar niet op in willen gaan en hebben daarom het evenement afgeblazen. Het veiligheidsargument werd door hen aangehaald als drogreden.

De politie van Brussel-Hoofdstad-Elsene is best in staat om allerhande evenementen te beveiligen en in goede banen te leiden. Sinds 2001 hebben wij alle Europese toppen gehad, met alle betogingen die daarmee gepaard gingen. Ik denk in dat verband aan de betoging van de Europese vakbondsafgevaardigden, de melkproducenten en tegen politiegeweld. Dankzij de professionele houding van onze politie zijn er tijdens geen enkele betoging rellen ontstaan. Dat is toch het bewijs dat er goed politiewerk wordt geleverd.

Ik herinner tevens aan andere grote evenementen zoals Winterpret, La Fête de la Musique/Muziekfeest, het vuurwerk op 21 juli en op 31 december, waar telkens tienduizenden mensen op afkomen en tijdens dewelke er nooit incidenten zijn genoteerd. Ons politiekorps is dus best wel in staat om het hoofd te bieden aan alle evenementen op het grondgebied van de stad.

Het woord is aan de heer Van den Driessche.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, ik dank u zeer voor uw antwoord.

Question orale de Mme Nagy concernant « la demande de permis d'urbanisme pour l'immeuble Parking 58 et le projet pour la relocalisation de l'administration de la Ville »

(À la demande de l'auteure, cette question est reportée.)

Question orale de M. Weytsman concernant « l'aménagement des espaces publics visant à permettre une mobilité optimale des personnes à mobilité réduite (PMR) »

(À la demande de l'auteur, cette question est reportée.)

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche betreffende het lastigvallen en intimideren van parochianen in de Christus Koningkerk in Laken door een bende jongeren

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, via de pers vernamen we dat de parochianen van de Christus Koningkerk in Laken lastig worden gevallen door niet alleen een bende jongeren die zich de bende van Versailles noemt, maar ook door schoolgaande jongeren en hangjongeren. Ze urineren tegen het kerkportaal, gooien ruiten in, voetballen op het dak van de kerk tijdens de mis, intimideren kerkgangers aan de kerkingang, enzovoort.

Men heeft al klachten ingediend bij de politie en er is al contact geweest met BRAVVO, maar dat helpt niet. De mensen zijn bang en radeloos.

Wat zal de stad ondernemen om dit aanhoudende gepest – dat nefast is voor de leefbaarheid van deze stad – tegen te gaan? Kan er bijvoorbeeld geen straathoekwerker worden aangeduid of een veiligheidscamera worden geplaatst?

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Ceux.

M. Ceux.- Des incidents se sont effectivement produits, mais il ne faut pas en exagérer la gravité. Nous recherchons des solutions. Ce n'est pas cette église en particulier qui est visée, mais le quartier environnant. Il ne s'agit pas de harcèlement systématique. Les jeunes dernièrement interpellés étaient issus de Vilvorde...

Par contre, j'estime que dans ce cas également, les équipes de Bravvo devraient être mises à contribution.

De Burgemeester.- Mijnheer Van den Driessche, dat is het antwoord dat ik u wilde geven.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, ik heb niet goed begrepen welk antwoord u mij wilde geven.

De Burgemeester.- Heel kort dan. De politie is op de hoogte van het probleem. In dat opzicht zijn er sinds december 2012 patrouilles ingezet teneinde de jongeren te

identificeren. De ouders worden opgeroepen in het commissariaat van de 11^{de} Divisie. Eén van de verantwoordelijken van de kerkfabriek zegt dat ze verrast is door het initiatief van de pastoor van de parochie en vooral dat ze verontrust is over de artikelen die in verschillende kranten zijn verschenen, vooral omdat samen met de vzw BRAVVO werd beslist om te bemiddelen tussen de jongeren die aanwezig zijn, in het bijzonder in de omgeving van de kerk.

Mijnheer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, beweert u daarmee dat de betrokken pastoor overdrijft?

De Burgemeester.- Neen, ik zeg alleen dat ik de processen-verbaal heb over de houding van één persoon binnen die structuur.

Mondelinge vraag van de heer Dhondt betreffende het standpunt van de Stad tegen de aanleg van een fietspad op de Poincarélaan/Zuidlaan

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik wens het College te interpellieren over een beslissing waar we via de pers ter kennis van werden gesteld, namelijk dat het stadsbestuur zich verzet tegen de aanleg van een fietspad op de Poincarélaan/Zuidlaan.

De reacties op de nieuwssites waren enorm. Voor de fietsers is dat een klap in het gezicht. De fietsers die zich op de Poincarélaan durven begeven, weten dat het daar zeer gevaarlijk is. De aankondiging van dat fietspad was voor de mensen dan ook een positieve zaak waar ze naar uit keken.

De Poincarélaan/Zuidlaan is een van de breedste landerijen die de stad Brussel rijk is. Ze bestaat uit twee keer drie rijvakken. Daarom ook wenste de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op die gewestweg een fietspad aan te leggen. Ze hebben geprobeerd rekening te houden met enkele voorwaarden die het vorige College heeft opgelegd. Nu blijkt echter dat het stadsbestuur zich verzet tegen het voorstel van Mobiel Brussel. De mensen begrijpen niet goed waarom.

In dat verband had ik het College graag een aantal vragen gesteld. In de artikelen die in de pers verschenen zijn, wordt immers onvolledige informatie gegeven. Op bepaalde momenten is dat echt verbazingwekkend.

Vindt het stadsbestuur het te verantwoorden dat de onveilige situatie voor de fietsers op de Poincarélaan/Zuidlaan voor onbepaalde duur wordt bestendigd om tijdens de Zuidfoor een aantal parkeerplaatsen te kunnen behouden? Ik heb die informatie via de pers vernomen. Is dat de echte reden voor het uitstellen van het fietspad? Gelieve ook meer informatie te geven over de duur van het uitstel van die aanleg.

Is het stadsbestuur de mening toegedaan dat een “shared space”, een zone waar zowel voetgangers als fietsers gebruik van maken, een veilige oplossing is voor de fietsers en voetgangers op de Poincarélaan/Zaadlaan? Ik verwijs in dat verband naar de problemen die er zijn op een andere “shared space”, namelijk de Wetstraat.

Kan het College bevestigen dat het gekant is tegen de door Mobiel Brussel voorgestelde aanleg van een fietspad op de Poincarélaan/Zuidlaan?

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Ceux.

M. Ceux.- Cette mesure est un nouvel exemple de la politique menée par la Ville de Bruxelles contre les cyclistes. Les décisions prises dans ce domaine par la nouvelle majorité sont catastrophiques et nous ne pouvons pas y souscrire. Pourquoi ne pas réserver davantage d'espace sécurisé aux cyclistes, alors que la place ne manque pas pour les voitures ?

Mevrouw Ampe.- Mijnheer de burgemeester, het voorstel dat ons door Mobiel Brussel werd overgemaakt, bestond uit het schilderen van een voorlopig fietspad op de Kleine Ring waar er drie baanvakken zijn en waar zeer snel wordt gereden.

“Voorlopig” wil zeggen dat het fietspad na een jaar volledig uitgeveegd en voor de autobestuurders en fietsers niet meer zichtbaar zal zijn.

Het stadsbestuur verkiest een duurzame en veilige oplossing voor de fietsers. Ze zal een voorstel naar voor schuiven dat een fietspad op een veilige manier zal integreren

aan de andere kant van de geparkeerde auto's zodat de fietsers in alle veiligheid en in alle rust langs de autoroute kunnen fietsen.

Het College heeft er tevens voor gekozen om in de toekomst de centrale lanen niet langer als transitassen te gebruiken. Dat betekent dat het verkeer automatisch naar de Kleine Ring zal worden afgeleid. Dat heeft tot gevolg dat er daar waarschijnlijk meer auto's zullen rijden en dat maakt een voorlopig fietspad nog onveiliger voor de fietsers.

Momenteel bekijken we samen met het Gewest, want het is belangrijk dat de Stad en het Gewest op dat vlak samenwerken, hoe de fietsers de Kleine Ring op een veilige manier zullen kunnen gebruiken.

Het is dus zeker niet zo dat de stad Brussel geen fietspad wil, wel integendeel en ik benadruk dat. De stad Brussel wenst een fietspad op de Poincarélaan/Zuidlaan en zal daar plannen voor neerleggen. Het zal dan echter gaan om een fietspad voor de komende jaren en niet voor de komende maanden. We voeren een duurzaam beleid en willen bijvoorbeeld ook aan families met kinderen de mogelijkheid bieden om te gaan fietsen. Er zijn immers een aantal mensen die denken dat een fietsbeleid alleen maar uitgestippeld moet worden voor de *die hards*, die tussen drie baanvakken met auto's durven fietsen. Een duurzaam fietsbeleid moet de mensen kunnen overtuigen om voortaan met de fiets te rijden, ook degenen die dat nu nog niet doen omdat ze bang zijn. Die laatste doelstelling kan niet worden gerealiseerd met voorlopige oplossingen. Wij zullen daar voor zorgen.

We zullen dat ook doen door bijvoorbeeld de rijstroken op de Poincarélaan iets smaller te maken zodat de snelheid van de auto's die vandaag vaak buitensporig is, kan worden verminderd. Dat zou toch ook een doelstelling van Groen moeten zijn want in het voorstel van Mobiel Brussel werd de breedte van de rijstroken behouden zodat de auto's daar snel zouden blijven rijden, wat niet wenselijk is.

Jullie zullen dus zeer snel een nieuw voorstel krijgen dat rekening zal houden met de veiligheid van de fietser en van elke weggebruiker.

De Burgemeester.- Het woord is aan de heer Dhondt.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik dank mevrouw de schepen voor haar antwoord.

Een aantal elementen uit haar antwoord zijn echter echt wel van de pot gerukt. Zo zegt ze bijvoorbeeld dat het probleem net is dat de auto's er te snel rijden. Het voorstel was om een baanvak weg te nemen want één van de problemen die door Mobiel Brussel werden aangehaald, was dat die baan veel te breed is wat de autobestuurders uitnodigt om veel te snel te rijden. Ik volg u volledig wanneer u een fietsbeleid wil uitwerken dat mensen wil uitnodigen om te gaan fietsen, maar vandaag worden vooral de auto's uitgenodigd om nog sneller te gaan rijden. De veiligheidssituatie zou dus wel degelijk verbeteren met een tijdelijk fietspad, wat nog altijd beter is dan geen fietspad. Het fietspad zou er komen op de volledige breedte van een rijvak, wat ook tot gevolg zou hebben dat de auto's trager zouden gaan rijden.

In die zin betreur ik de beslissing nog altijd. Het door Mobiel Brussel voorgestelde fietspad komt er dus niet. Ik zou ook graag vernemen wanneer er dan wel een alternatief voorstel zal zijn. Mevrouw de schepen verwijst ook naar de heraanleg van de Kleine Ring, wat bewijst dat we nog lang zullen moeten wachten op een degelijk fietspad.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Ceux.

M. Ceux.- Je suis prêt à admettre que je me suis trompé, mais à la condition que Mme Ampe réalise ce qu'elle nous promet. Dans trois mois, nous nous reverrons avec la Commission vélo. La Région est d'accord. La chaussée compte trois bandes. Prévoyons donc deux bandes pour les voitures et une bande sécurisée pour les cyclistes, dès le début.

Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche, betreffende de toepassing van het gemeentelijk reglement betreffende nachtwinkels en de andere middelen die kunnen worden ingezet om de overlast van die winkels en hun klanten te verminderen

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, eerst en vooral wil ik schepen Lemesre feliciteren met haar plan om het aantal nachtwinkels in de Unesco-zone terug te schroeven en om in het algemeen strenger toe te zien op de toepassing van het gemeentelijk reglement van 2007 betreffende de nachtwinkels.

In verband met dat reglement vraag ik mij af of het ook niet nuttig zou zijn om :

- Te voorzien in een verbod op de verkoop van alcoholische dranken en van koude dranken na 21 uur.
- Te voorzien in de begeleiding en opleiding van de uitbaters van nachtwinkels die verplicht moet worden gevolgd in het kader van de vergunning, en dit in samenwerking met de gepaste beroepsorganisaties.
- Een gepast GAS-beleid te voeren inzake de overlast die de klanten van nachtwinkels nogal eens veroorzaken bij de omwonenden.

Is het trouwens nodig om dergelijke hoge belastingen te heffen, namelijk 12.500 euro voor de opening en jaarlijks 2000 euro? Ik vrees dat dit de malafide uitbaters niet afschrikt, maar anderzijds de bonafide uitbaters beperkt in hun mogelijkheden om te zorgen voor een gepaste winkelrichting en dienstverlening. Of misschien kan die belasting zelfs worden kwijtgescholden indien de uitbaters inspanningen doen om hun winkel leuker en gerieflijker in te richten.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Lemesre.

Mme Lemesre, échevine.- La multiplication des night shops et gift shops dans la zone Unesco a été considérable. Le faible niveau de qualité de ces commerces dévalorise le quartier. Ajoutons qu'ils ignorent toute réglementation. Ils sont une

cinquante dans la seule zone Unesco, dont 35 vendent de l'alcool et des cigarettes ; 24 ont été ouverts depuis septembre 2009.

À la suite du recours introduit contre l'apposition des scellés par le département de l'Urbanisme sur le commerce du 10 rue des Éperonniers, transformé sans permis en night shop, le tribunal de première instance a donné raison à la Ville de Bruxelles. Ce jugement confirme que le changement d'utilisation de fait des lieux litigieux en un « commerce de nuit » est bien soumis à permis d'urbanisme.

Notons également que le règlement communal de 2007 concernant les magasins de nuit et les bureaux privés de télécommunication prévoit qu'aucun nouveau magasin de nuit ou bureau privé de télécommunication ne sera autorisé dans un rayon de 400 mètres à vol d'oiseau à calculer à partir de la porte d'entrée d'un magasin similaire existant situé dans un liseré de noyaux commerciaux. Je ne comprends pas pourquoi la Ville ne s'est pas appuyée plus tôt sur ce règlement pour enrayer une telle prolifération. Nous envoyons ainsi un signal clair : plus aucune autorisation ne sera délivrée.

Quatre magasins se sont vu apposer des scellés, dont l'un reste soumis à cette mesure. Pour les trois autres commerces qui se sont engagés à ne plus ouvrir leurs portes qu'en journée, les scellés ont été enlevés. La police vérifie que ces commerces sont bel et bien fermés après 21 ou 22 heures. En cas d'infraction, les scellés seront à nouveau apposés. Le quatrième magasin de la rue des Éperonniers est resté fermé, ayant refusé de signer l'engagement de n'ouvrir que le jour.

En conclusion, ces trois magasins sont redevenus des magasins de jour. Pour le moment, il n'est pas envisageable, sur la simple base du CoBat, de les fermer définitivement.

Notre objectif est de réduire les nuisances, notamment la vente d'alcool la nuit, principale source d'insécurité et de troubles, comme en font foi les procès-verbaux de la police. Un groupe de travail transversal associant police, tourisme, commerce et

urbanisme explore diverses pistes telles que la limitation des ventes d'alcool le soir ou l'interdiction de consommer de l'alcool en rue.

Nous n'excluons pas une hausse de la taxe imposée aux propriétaires. En effet, les réseaux qui exploitent ces magasins offrent aux propriétaires des loyers bien plus élevés que ceux d'une offre commerciale traditionnelle. Une telle hausse des taxes pourrait les dissuader de louer leur bien pour ce type de commerce. Voilà les pistes que nous explorons.

Les propositions que vous nous soumettez sont intéressantes, mais elles ne pourraient être concrétisées qu'après modification du règlement de police.

De Burgemeester.- Op dat vlak is het probleem natuurlijk dat wij deze problematiek in het kader van de administratieve boetes willen regelen. Dat vraagt echter een onderhandeling met Binnenlandse Zaken.

Question orale de M. Fassi-Fihri concernant « la fusion des sociétés de logements sociaux »

M. Fassi-Fihri.- La semaine passée, l'accord intrabruellois a été rendu public. Les partis réunis autour de la table se sont accordés sur plusieurs dossiers, dont celui du logement social, l'objectif étant de réduire le nombre de sociétés de logements en Région bruxelloise. Elles sont actuellement au nombre de 33. Or le pouvoir fédéral, dans le cadre de la sixième réforme de l'État, a demandé que ce nombre soit divisé par deux. L'accord intrabruellois le fixe à 15. S'agissant de la Ville de Bruxelles, Sorelo et Lorebru seront démantelées ; le Foyer bruxellois reprendra leur parc sur le Pentagone ; le Foyer laekenois reprendra la gestion des biens situés sur Laeken.

Comment le Collège envisage-t-il la mise en œuvre de cet accord intrabruellois ?

Quelles en seront les conséquences sur les statuts des SISP et de leurs personnels ?

Qui pilotera cette mise en œuvre ?

Un calendrier a-t-il été fixé ?

Les coûts de ces fusions ont-ils été évalués ?

Qu'advient-il du personnel de ces sociétés de logements ?

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Ouriaghli.

M. Ouriaghli, échevin.- Vos questions sur la fusion des SISP suivent bien l'actualité, puisqu'une conférence de presse a eu lieu mercredi passé au parlement bruxellois pour faire état de l'accord politique (PS, MR, Ecolo, cdH, Open VLD, CD&V, Groen!, sp.a) sur ce dossier qui s'inscrit dans la sixième réforme de l'État.

Vous savez donc qu'il est trop tôt pour pouvoir répondre précisément à l'ensemble de vos questions. Vous n'êtes également pas sans savoir que dans la droite ligne de cet accord, le parlement bruxellois doit encore voter une modification de l'ordonnance portant sur le Code du logement avant que la Ville ne puisse mettre en œuvre cette fusion.

Bien évidemment, la Ville a été proactive en la matière, puisque l'objectif de fusion des SISP est connu depuis les accords institutionnels de 2011. Nous avons fait réaliser une étude, ce que vous savez pertinemment bien, puisque vous faisiez à l'époque partie du Collège auquel elle fut présentée.

Le Collège disposera bientôt, donc, de l'ensemble des éléments locaux et régionaux pour finaliser cette fusion. Il lui appartient désormais de se pencher sur ce dossier et de définir une proposition de feuille de route avec laquelle je reviendrai, bien entendu, au nom du Collège et de la Coordination logement.

Quel impact la fusion aura-t-elle concrètement sur ces deux sociétés de logements ?

La reprise de patrimoine par le Foyer bruxellois et le Foyer laekenois sera réalisée de manière à ce que les politiques de proximité vis-à-vis des locataires soient maintenues, voire renforcées. Les services sociaux, techniques et de gestion locative veilleront, par des antennes ou des permanences décentralisées, à maintenir cette

proximité si importante pour éviter que des situations techniques, sociales ou de vivre ensemble ne se dégradent par une intervention qui ne serait pas assez rapide.

Quant aux services de deuxième ligne (comptabilité, ressources humaines et investissements), leur centralisation pourra être opérée sans nuire à la qualité du service rendu aux locataires.

Pour ce qui est de Sorelo, la volonté de la Ville est de voir les logements présents sur son territoire davantage intégrés dans un ensemble plus clairement dépendant de la Ville. Les modalités concrètes de ce rattachement ne sont pas encore définies. J'ai une petite idée de scénarios possibles, mais vous comprendrez aisément que j'en réserve la primeur à mes collègues du Collège.

Qui va piloter cela au niveau du Collège ?

L'échevin du logement pilotera cette opération en articulation étroite avec le président du CPAS qui a présidé à la préparation du dossier sous la précédente législature. Mais le porteur de ce projet n'a que peu d'importance, puisque seule la position du Collège compte et qu'une grande cohérence existe au sein de ce dernier pour faire de cette fusion un levier qui améliore l'efficacité de notre politique sociale du logement sur les plans quantitatif et qualitatif.

Une fois les options arrêtées par le Collège et le Conseil, un expert sera mandaté par le premier pour gérer ce dossier de manière pratique. Il pourra, bien entendu, s'appuyer sur les compétences présentes au sein de la Ville. Je suivrai ce dossier de près et ferai régulièrement rapport au Collège. Je répondrai bien volontiers aux questions que vous ne manquerez pas de me poser à l'avenir.

Quelles sont les modalités de mise en œuvre de la fusion (timing, statut juridique...) ?

Le Collège se conformera à l'ordonnance modifiée du 17 juillet 2003 qui prévoit, à dater de l'entrée en vigueur de la modification, une durée maximale de 18 mois pour finaliser le processus de fusion. Trois phases d'attribution d'agrément sont prévues à échéance de six, douze et dix-huit mois.

Dès qu'une décision du Collège aura été arrêtée en la matière, un échéancier sera communiqué dans un délai de trois mois.

Quelle est l'évaluation du coût de cette fusion pour la Ville et quel en sera le financement ?

Cette politique de fusion n'aura pas d'impact financier pour la Ville ; les éventuels coûts d'accompagnement du processus seront pris en charge soit par la Région soit directement par les sociétés de logements sociaux.

Quel sera l'impact sur le personnel des différentes structures ?

Comme vous le savez très certainement, un protocole a été prévu dans l'accord en vue d'éviter les licenciements et d'instaurer un système transitoire.

En dernier recours, si la rationalisation par fusion devait entraîner un volume de personnel surnuméraire dans les services de deuxième ligne, la Ville garantira, comme dans le cadre du Plan Iris, l'emploi du personnel concerné via ses départements ou le CPAS de la Ville.

Mondelinge vraag van mevrouw Debaets betreffende de ontwikkeling van overstapparkings op de Heizelsite.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de burgemeester, het Brussels Gewest wil voor haar parkeerbeleid ook bijkomende initiatieven nemen inzake transitparkings.

Op dit moment heeft het Gewest enkel parkings in open beheer, wat betekent dat iedereen er zijn wagen kwijt kan. De Brusselse gewestregering heeft zich geëngageerd om op korte termijn vier van die parkings om te vormen tot overstapparkings. Concreet heeft dat tot gevolg dat er toegangspoorten zullen komen aan de ingang van deze parkings, poorten die enkel open zullen gaan voor houders van een Mobib-kaart. De bestaande gewestelijke parkings liggen niet op het grondgebied van de stad, maar dat wil niet zeggen dat dit voor ons niet van belang is, integendeel. Op het grondgebied van de stad liggen immers andere opportuniteiten en de stad zou zelf ook initiatieven kunnen nemen.

Met de fractie steunen wij volmondig het initiatief van het Gewest omdat wij ervan overtuigd zijn dat deze maatregelen gunstige gevolgen zullen hebben voor de Brusselse mobiliteitsknoop en dat ze bovendien het gebruik van het openbaar vervoer blijvend zullen stimuleren. Tegelijk denken we dat ook de stad daar zeer concreet aan kan bijdragen, bijvoorbeeld door het enorme potentieel van de Heizelsite te valoriseren. De ontwikkeling van parking C die op het grondgebied van het Vlaams Gewest ligt, maar eigendom is van de stad Brussel, kan daar perfect in kaderen. Ook de parkings T en A bieden op termijn ruimte voor capaciteitsuitbreiding. Bovendien zouden transitparkings ook op commercieel vlak veel lucratiever zijn. Ze blijven prioritair bruikbaar voor evenementen, maar genereren dankzij de Mobib-abonnees ook een stabiele inkomst op andere momenten.

Dat brengt me bij mijn concrete vragen.

Is het Brussels stadsbestuur bereid om actief mee te werken aan de ontwikkeling van nieuwe en bestaande overstapparkings?

Welke initiatieven heeft het stadsbestuur al genomen ten aanzien van de ontwikkeling van parking C en van andere potentiële transitparkings op de Heizelsite? Speelt het stadsbestuur daarbij een trekkersrol, eventueel in overleg met onder meer de Gewesten en de uitbaters?

De Burgemeester.- Mevrouw Debaets, de stad Brussel is uiteraard bereid om mee te werken aan de ontwikkeling van openbare parkings. Dit terzijde, moet onze visie passen in die van het Gewest. De overstapparkings waarover wij het hebben, zouden in het voordeel moeten zijn van de mensen die in de onmiddellijke omgeving wonen en niet in dat van de mensen uit verre andere Gewesten. Wij zijn er immers van overtuigd dat andere overstapparkings verder buiten de stad zouden moeten worden gecreëerd, in de buurt van NMBS-stations of van andere stations van het openbaar vervoer.

In verband met parking C hebben wij geregeld contacten met het Gewest en in het bijzonder met het kabinet van minister Grouwels om samen met hen na te denken over de noden op dat vlak.

In de geest van wat ik net gezegd heb, denken wij aan een mogelijke overstapparking voor de gebruikers van de MIVB, goed voor een honderdtal plaatsen.

De praktische regelingen moeten nog worden uitgewerkt, maar ik ben ervan overtuigd dat het Gewest en de stad Brussel binnenkort tot een algemeen project zullen kunnen komen. De volgende technische vergadering zal trouwens plaatsvinden met het kabinet Grouwels, einde april.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Lemesre.

Mme Lemesre, échevine.- Cette question met en évidence la responsabilité régionale en matière d'offre de parkings de dissuasion. Elle touche aussi au financement d'une capitale, premier bassin d'emplois, avec ses 300.000 navetteurs. Il est impensable de faire peser sur les seules épaules du contribuable bruxellois la construction de parkings de dissuasion. De tels parkings manquent cruellement dans le nord de Bruxelles, ce qui provoque des stationnements ventouses dans les quartiers autour de la station de métro du Heysel. Cette situation a justifié l'instauration d'un stationnement réglementé dans ladite zone. Nous sommes en train de peaufiner la mesure, l'objectif étant de protéger les riverains.

Mevrouw Ampe.- Mijnheer de burgemeester, ik wil daar nog aan toevoegen dat wij vragende partij zijn voor een transitparking op de berm van de A-12 zodat de mensen daar zouden kunnen overstappen op de tram richting centrum. Het vraagt ongeveer 25 minuten om van daar in het centrum te geraken. We zullen de gewestelijke minister van Mobiliteit en Openbare Werken ook vragen om die berm op die manier aan te leggen.

Wij zijn tevens vragende partij voor een transitparking in de buurt van Haren, dicht bij de Woluwelaan waar er normaal gezien een tram zal komen via het Brabantnet van De Lijn om de mensen op langere termijn, mocht de metro richting Haren uitgebreid worden, de mogelijkheid te bieden over te stappen op de tram richting centrum van de stad. Dat is uiteraard een plan op zeer lange termijn. We hebben die wens overgemaakt aan de federale overheid en aan De Lijn die plannen heeft voor

een tram langs de Woluwelaan. Het valt echter nog te bekijken of die plannen effectief zullen worden gerealiseerd.

De Burgemeester.- Het woord is aan mevrouw Debaets.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de burgemeester, even een korte reactie. Ik begrijp uiteraard dat u bekommerd bent voor uw stadsbewoners, maar we mogen toch ook niet vergeten dat 300.000 pendelaars dagelijks naar Brussel komen en dat zij toch ook bijdragen aan de economische welvaart van de stad. U hebt dus ook een opdracht ten opzichte van hen, maar ik ben blij te vernemen dat u bereid bent om daar mee over na te denken. Alleen begrijp ik niet goed waarom u zich beperkt tot een honderdtal plaatsen. Op parking C en op de andere parkings is er toch plaats voor veel meer wagens en 100 plaatsen is toch maar een druppel op een hete plaat.

De Burgemeester.- Het zal gaan om 150 tot 250 plaatsen, op vraag van het kabinet van minister Grouwels.

Mondelinge vraag van mevrouw Debaets betreffende de niet-toelating van het Pispottenfestival 2013 en de huidige toestand inzake publieke toiletten in Brussel

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de burgemeester, de daklozenorganisatie vzw Bij Ons/Chez Nous organiseert al zes jaar lang een Pispottenfestival, waarbij op een ludieke manier het gebrek aan toegang tot sanitaire voorzieningen wordt aangeklaagd. Vorig jaar trok het festival op de Vismarkt met allerlei optredens, vooral muziekoptredens, ongeveer 700 bezoekers.

Tot onze verbazing hebben wij en de betrokkenen via de pers vernomen dat dit evenement dit jaar niet zal plaatsvinden. Het schepencollege van de Stad besliste immers om er geen toestemming voor te geven. Het lijkt erop dat u alle evenementen in de stad gaat verbieden. Mag er in Brussel nog gefeest worden? Je zou gaan denken van niet.

Als reden gaf de stad op dat het festival niet meer nodig is omdat er inmiddels voldoende sanitaire voorzieningen zijn geïnstalleerd. Bovendien werd aan de

organisatie zelf geen enkele reden opgegeven voor de weigering. Er is echter nog wel degelijk nood aan sanitaire voorzieningen. Er zijn weliswaar al heel wat inspanningen geleverd, maar er zijn vooral extra urinoirs voor mannen geplaatst. Voor de vrouwen is er op het Brussels grondgebied nog altijd geen enkel openbaar toilet. Nochtans stelt deze meerderheid in haar bestuursakkoord dat “de gelijkheid tussen man en vrouw een prioriteit is” en ze engageert er zich toe om “deze gelijkheid te integreren in de verschillende beleidsdomeinen van de stad”, inclusief de uitbreiding van het aanbod publieke toiletten. Daar wordt dus erkend dat er nog nood aan is. Vreemd dat u dan deze beslissing neemt.

Graag een antwoord op volgende vragen.

Welke argumenten liggen aan de basis van uw beslissing?

Hoeveel openbare toiletten telt de stad Brussel momenteel?

Waarom zijn er enkel urinoirs gepland en geen toiletten die toegankelijk zijn voor vrouwen? In andere Europese hoofdsteden zijn er openbare toiletten ter beschikking die niet alleen toegankelijk zijn voor vrouwen , maar waar er ook een ruimte is waar de ouders hun baby kunnen verschonen. Waarom wordt dat in Brussel ook niet ingevoerd?

Welke bijkomende inspanningen plant u, meer bepaald ten gunste van de vrouwelijke bewoners en bezoekers van uw stad?

Welke acties onderneemt u om het fenomeen van het wildplassen tegen te gaan? Wij weten immers dat wildplassen bij gebrek aan voldoende openbare toiletten helaas nog altijd het geval is.

De Burgemeester.- Het woord is aan de heer Dhondt.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, los van de doelstelling van het Pispottenfestival die wij ondersteunen, wil ik het hebben over de organisatie van het Pispottenfestival zelf.

Door het niet toekennen van de toelating stelt het College heel wat vrijwilligers en mensen die in armoede leven teleur.

Dit festival zou inderdaad al voor de zevende keer worden georganiseerd door de mensen uit de onderste lagen van de bevolking, samen met de buurt. Ik betreur dan ook enorm dat dit festival twee maanden voor de geplande datum moet worden afgelast.

Als redenen geeft het College op dat er enerzijds problemen zijn van netheid na het festival. De organisatoren zeggen mij echter dat er eigenlijk nooit melding is geweest van het College dat er problemen zouden zijn geweest. Ik stel vast dat bij de organisatoren wel degelijk de wil aanwezig is om er iets aan te doen, mocht dat het probleem geweest zijn.

Ik vind het bovendien jammer dat het College als tweede reden opgeeft dat er al voldoende inspanningen zijn gebeurd en dat het Pispottenfestival bijgevolg niet meer nodig is. Er zijn immers al urinoirs geplaatst.

Op dat argument wil ik toch reageren dat de meerwaarde van het Pispottenfestival er echt wel uit bestaat dat het mensen samenbrengt, dat het de bewoners in de buurt in contact brengt met mensen die het minder goed hebben, die in armoede leven. Chez Nous trekt daar aan, de mensen bemannen de kraampjes. Het is voor hen echt een moment om naar uit te kijken.

Het zou bijzonder jammer zijn, mocht het College bij de beslissing blijven dat dit festival geen meer plaats meer heeft.

De Burgemeester.- Ik zou hierop willen antwoorden dat de vorige festivals een zeer hoog aantal klachten tot gevolg hebben gehad. Wij hebben daar in onze beoordeling rekening mee gehouden.

Er zijn inmiddels drie openbare aanbestedingen geopend voor telkens drie toiletten en één voor vijf toiletten die door man of vrouw kunnen worden gebruikt. Ze zijn onder meer ook toegankelijk voor mensen met een handicap. Dat zijn 14 toiletten.

Wij hebben drie aanbestedingen geopend voor de bestaande toiletten voor mannen. Dat zijn telkens 14 toiletten, dus in totaal 42 toiletten. Men kan die toiletten aan beide kanten gebruiken.

Ik veronderstel dat de organisatoren van dat Pispottenfestival sympathieke mensen zijn, maar vorig jaar hebben wij meer dan 550 processen-verbaal opgesteld wegens wildplassen. Dat is toch wel erg veel tijdens een festival. Wij zullen dus opnieuw contact moeten opnemen met de organisatoren om te voorkomen dat de klachten die wij binnengekregen hebben opnieuw zouden worden geformuleerd en dat er een dergelijk hoog aantal processen-verbaal moet worden opgesteld.

Het woord is aan mevrouw Debaets.

Mevrouw Debaets.- Mijnheer de burgemeester, ik heb nog een vraag ter verduidelijking. Heb ik het goed begrepen dat er een openbare aanbesteding is voor 42 toiletten in het totaal, waarvan er eigenlijk al 21 in realisatie zijn?

De Burgemeester.- Er bestaan er al 21.

Mevrouw Debaets.- Hoeveel zijn toegankelijk voor vrouwen en mensen met een rolstoel?

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Lalieux.

Mme Lalieux, échevine.- Actuellement, 5 toilettes publiques sont installées, 14 le seront à terme ; 21 doubles urinoirs sont en service et 42 le seront à terme. Notre Ville est la seule commune bruxelloise à mettre en service un réseau de toilettes publiques. La Région bruxelloise en installera 3 sur 3 ans...

Mevrouw Debaets.- Ja, maar hoeveel van die 42 toiletten zijn uiteindelijk toegankelijk voor vrouwen?

De Burgemeester.- Dat zijn er vijf.

Mevrouw Debaets.- Ok. Dan nog een laatste vraag. Kan het festival op zich nog plaatsvinden? Kunt u de organisatoren alsnog de toestemming geven?

De Burgemeester.- Als ik er zeker van kan zijn dat er geen problemen zullen zijn. Ik wil anders wel met die mensen gaan spreken.

Mevrouw Debaets.- Ik heb daar akte van genomen. Dank u.

De Burgemeester.- Het woord is aan de heer Dhondt.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, 550 processen-verbaal is inderdaad zeer veel. Uit uw antwoord leid ik ook af dat er bij u de wil is om met de betrokkenen een gesprek aan te gaan en om te voorkomen, mocht het festival plaatsvinden, dat er opnieuw een dergelijk hoog aantal processen-verbaal moet worden opgesteld. Ik hoop echt dat u dat gesprek met de organisatoren zult aangaan en dat er dit jaar nog een festival zal kunnen zijn. We zullen dat aandachtig volgen.

De Burgemeester.- Ik kan me daar nu niet over uitspreken.

M. le Bourgmestre.- La question d'actualité de M. Ceux relative à « l'audit de la Mission locale » sera traitée en comité secret, car des personnes pourraient être nommément citées.

M. Ceux.- Soit, mais lorsque votre échevine est intervenue sur le sujet sur Télé Bruxelles, ce n'était pas en comité secret ! Cela me semble indécent et inique.

M. le Bourgmestre.- Il me semble qu'une séance publique n'est pas le lieu pour aborder ce type de dossier. D'ailleurs, je propose toujours de traiter ces matières en comité secret.

Mme Lemesre, échevine.- Dans mon interview, je n'ai pas évoqué de malversation dans le chef de l'échevin. J'ai parlé de mauvaise gouvernance.

M. le Bourgmestre.- Nous sommes arrivés au terme de nos travaux.

Prochaines séances

Lundi 15 avril 2013

À partir de 13 heures 30 : sections ordinaires (procédure avancée).

À 16 heures : séance publique.

M. le Bourgmestre.- La séance publique est levée.

- *La séance publique est levée à 20 heures 45.*